



LA HONGRIE A LA CROISÉE DES CHEMINS

VERS UNE DÉFAITE DE VIKTOR ORBAN, MAIS UNE VICTOIRE DU ORBANISME ?

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



AVANT-PROPOS

À quelques jours du scrutin du 12 avril 2026, la Hongrie se trouve dans une situation qu'elle n'a plus connue depuis 16 ans : **l'incertitude**. L'incertitude en Hongrie est celle où le pouvoir en place ne sait plus s'il sera reconduit, où les sondages divergent assez pour que l'issue dépende de ce qui se passe dans les derniers jours, dans les files d'attente, dans les villages que l'opposition n'avait jamais pris la peine de visiter. Pour la première fois depuis son retour aux affaires en 2010, Viktor Orbán affronte une élection qu'il pourrait perdre.

Mais l'enjeu dépasse la Hongrie. Ce qui se joue le 12 avril, ce n'est pas seulement le sort d'un premier ministre hongrois, c'est la mise à l'épreuve du **régime illibéral par excellence**, devenu une référence mondiale. Orbán n'est pas un accident centre-européen ou un vestige postcommuniste, il est l'architecte d'un ordre politique qui a su durer plus longtemps que la plupart des gouvernements du continent, qui a inspiré des dirigeants de Bratislava à Washington, et qui a contraint Bruxelles à s'adapter sans jamais parvenir à faire plier Orbán.

La longévité du système orbaniste ne s'explique ni par la seule contrainte ni par le seul talent rhétorique. Elle tient à une architecture d'ensemble dont la cohérence mérite d'être prise au sérieux, y compris par ceux qui la combattent. Orbán a réécrit la Constitution, colonisé les institutions par les nominations, capturé une large part du champ médiatique par la redistribution des ressources publiques, et incliné le terrain électoral au point que ses adversaires doivent le surpasser de plusieurs points au niveau national pour espérer obtenir une majorité en sièges. Mais il a aussi construit un pacte social, sélectif et inégalitaire, fondé sur le travail, la famille et la propriété ; il a parlé à une Hongrie blessée par la transition post-communiste, humiliée par la crise de 2008, inquiète de sa place dans un continent dont elle ne maîtrise pas les règles libérales ; et il a offert à des millions de citoyens le sentiment que l'État récompensait enfin l'effort et

défendait la nation. On ne peut comprendre la survie du régime si l'on refuse de voir cette face-là.

L'économie a stagné. L'inflation a frappé les classes moyennes que le régime prétendait protéger ; les services publics (hôpitaux, écoles, transports) se sont dégradés là où ils comptent le plus ; la corruption est devenue la norme ; et les meilleurs éléments du pays sont partis, vers l'Allemagne, vers l'Autriche, vers des pays qui valorisent la compétence davantage que la loyauté. Orbán a bâti un État fort dans le commandement et fragile dans la prestation, un État qui fonctionne comme une machine de rente.

C'est dans cet écart entre la promesse et le bilan que s'est engouffré Péter Magyar. L'ancien proche du pouvoir, devenu en quelques mois le principal adversaire d'Orbán, a compris ce qu'aucune opposition n'avait su formuler depuis seize ans : **on ne bat pas Orbán en demandant aux Hongrois de devenir autre chose que ce qu'ils sont.** On le bat en leur proposant un autre conservatisme (occidental, anticorruption, attaché aux frontières et à la souveraineté), mais décidé à rompre avec la captation de l'État par un clan. C'est cette intuition qui a donné à Tisza sa force, et c'est elle qui fait du scrutin du 12 avril un moment politique dont la portée excède largement les frontières hongroises.

L'ambition ici n'est pas de prédire un résultat, mais de fournir les éléments permettant de comprendre ce qui est en jeu, pour la Hongrie, pour l'Europe, et pour quiconque s'intéresse à la question de savoir comment une démocratie se défait et, peut-être, comment elle se répare. Le tout sans verser dans l'idéologie ou la caricature.

AVANT-PROPOS	2
<i>Le modèle Orban : anatomie de l'expérience illibérale.....</i>	5
La recette : comment démanteler la démocratie sans enfreindre la loi	5
Le système en place : clientélisme, famille et identité, anti-Bruxelles	11
L'« orbánisme » au-delà de la Hongrie devenu une référence exportée en Europe	20
<i>Quel bilan pour Viktor Orban en Hongrie ?</i>	26
Ce qui a fonctionné : les fondements de la pérennité du régime d'Orbán	26
Stabilisation économique et société fondée sur le travail	27
La politique familiale comme investissement social distinctif	29
Souveraineté, identité et politique de la dignité	31
Ce qui a échoué. Le mirage économique : stagnation, inégalités et dépendance.....	34
Le mirage économique : stagnation, inégalités et dépendance.....	34
La corruption.....	39
<i>2026 : élections, perception et héritage.....</i>	43
L'ascension de Péter Magyar et le phénomène Tisza	43
De l'initié à l'insurgé.....	44
La consolidation des forces d'opposition	46
Pourquoi Magyar est différent : l'anti-Orbán de centre-droit.....	48
UNE campagne électorale structurée autour ce duopole	51
Après le 12 avril : scénarios, héritages et ce qui perdure.....	58
CONCLUSION.....	64

LE MODELE ORBAN : ANATOMIE DE L'EXPERIENCE ILLIBERALE

LA RECETTE : COMMENT DEMANTELER LA DEMOCRATIE SANS ENFREINDRE LA LOI

À l'approche des élections législatives du 12 avril 2026, et après seize années de pouvoir ininterrompu (Orbán avait déjà été premier-ministre entre 1998 et 2002), la question centrale n'est plus de savoir si la Hongrie conserve encore les apparences de la démocratie. C'est le cas, car il y a des élections, des partis d'opposition, un Parlement, des juridictions, un texte constitutionnel. Mais on peut se demander si cela sert encore de contre-pouvoirs véritables, ou bien si tout a été réagencé de telle manière que la légalité elle-même devienne l'instrument de la conservation du pouvoir. C'est dans cet écart entre la lettre et la substance, entre ce qui a été écrit et la réalité, que se loge l'originalité du système Orbán. Le Parlement européen parlait déjà en 2022 d'autocratie électorale, et le rapport 2026 du V-Dem Institute continue de ranger la Hongrie dans cette catégorie ; dans le même temps, l'OSCE/ODIHR observe, à la veille du scrutin, que demeurent sans réponse plusieurs critiques anciennes touchant à l'usage des ressources publiques, au découpage électoral et à la prolongation d'un état de danger qui laisse à l'exécutif des pouvoirs normatifs étendus.

Le cas hongrois est donc devenu un laboratoire capital pour la politique illibérale, précisément parce qu'il ne relève pas du coup de force classique. Il ne s'agit pas d'une suspension brutale de l'ordre constitutionnel, mais d'une transformation du régime par saturation juridique. Le pouvoir n'a pas supprimé la Constitution : il en a écrit une nouvelle. Il n'a pas fermé les tribunaux : il en a redessiné les compétences, les carrières et les rapports de force internes. Il n'a pas aboli les élections : il en a déplacé le terrain. Il n'a pas interdit toute critique : il a multiplié les contraintes administratives,

réglementaires, financières et symboliques jusqu'à rendre la dissidence plus coûteuse, plus fragile, et souvent moins audible. Chaque mesure, prise isolément, peut être défendue comme étant légale ; mais leur cumul produit un système dans lequel l'alternance demeure concevable en théorie tout en devenant de plus en plus difficile en pratique.¹

Le premier pilier de ce plan illibéral fut la refondation constitutionnelle de 2011. Fort de sa majorité des deux tiers, le camp Orbán a adopté la Loi fondamentale entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Juridiquement, il s'agissait d'un acte constitutionnel ; politiquement, il s'agissait d'une refondation du régime opérée dans des conditions de forte asymétrie. La Commission de Venise, qui n'est pas une instance militante mais l'organe consultatif le plus respecté du Conseil de l'Europe en matière constitutionnelle, a critiqué tant la méthode que le fond : calendrier expéditif, consultation insuffisante, défaut de consensus, usage excessif des lois cardinales. Ce dernier point est décisif. En hissant de larges pans de l'action publique au niveau de textes requérant une majorité qualifiée, la majorité ne s'est pas contentée de gouverner ; elle a voulu restreindre, par anticipation, la marge de manœuvre d'une future majorité ordinaire.²

L'architecture de **la nouvelle Loi fondamentale** a, en outre, affaibli plusieurs points d'équilibre du système. La Cour constitutionnelle a vu sa compétence amputée dans les matières budgétaires et fiscales lorsque la dette publique dépasse un certain seuil (**50% dans le texte, mais la dette n'a jamais été en dessous depuis le retour d'Orbán**), tandis que la possibilité d'un contrôle substantiel des révisions constitutionnelles a été fortement réduite. Or c'est ici que se joue la nature véritable de l'opération. Dans une démocratie libérale, la Constitution est censée tenir à distance la volonté de la majorité du moment ; dans le modèle hongrois, la majorité qualifiée s'est donné les moyens de constitutionnaliser sa propre volonté. Dès lors que la Constitution peut être modifiée chaque fois qu'une

1 The Fundamental Law of Hungary (texte consolidé, version en vigueur au 1er avril 2024), traduction officielle anglaise mise en ligne sur Legislationline ; David Landau, « Abusive Constitutionalism », UC Davis Law Review, vol. 47, 2013.

2 Commission de Venise, Avis sur la nouvelle Constitution de la Hongrie, CDL-AD(2011)016, adopté les 17-18 juin 2011 ; The Fundamental Law of Hungary, texte consolidé, précité.

juridiction, une jurisprudence ou une institution résiste, elle cesse peu à peu d'être une norme supérieure pour devenir un outil de commandement politique.³

Le deuxième pilier du système Orbán a consisté à prendre les institutions non par destruction, mais par nomination. C'est là la sophistication réelle du modèle qui n'est pas un autoritarisme grossier qui supprime les contre-pouvoirs. Orbán les a colonisé et affaibli, au moyen des procédures de désignation, de l'allongement des mandats, de l'élargissement des collèges et du redécoupage des compétences. La Cour constitutionnelle hongroise en fournit l'exemple le plus net. **Depuis les réformes du début des années 2010, elle compte 15 juges élus pour 12 ans par le Parlement à la majorité des deux tiers, tandis que son président est lui aussi choisi par l'Assemblée nationale.** Dans un système dominé durablement par une force politique disposant d'une majorité qualifiée, la garantie formelle d'indépendance peut ainsi devenir le véhicule même de la dépendance à long terme.⁴

La justice ordinaire a subi un traitement comparable. La réorganisation administrative des tribunaux a accru le poids des nouveaux organes de gouvernance, tandis que **l'abaissement brutal de l'âge de départ à la retraite, de 70 à 62 ans**, a provoqué l'éviction accélérée d'un nombre important de magistrats chevronnés. La Commission de Venise avait souligné l'ampleur du choc. La Cour de justice de l'Union européenne a ensuite jugé que la Hongrie avait violé le droit de l'Union en imposant cette retraite anticipée aux juges, procureurs et notaires. On retrouve ici le ressort le plus constant du système : ce qui ressemble à une réforme administrative est utilisé comme levier de recomposition politique du personnel institutionnel.⁵

³ Voir notamment **la Loi fondamentale**, art. 24 et 37, ainsi que Commission de Venise, Avis sur la nouvelle Constitution de la Hongrie, précité.

⁴ Act CLI of 2011 on the Constitutional Court of Hungary, version anglaise officielle, sec. 6-7 ; site institutionnel de la Cour constitutionnelle hongroise, « Act on the CC ».

⁵ Commission de Venise, Opinion on Act CLXII of 2011 on the Legal Status and Remuneration of Judges and Act CLXI of 2011 on the Organisation and Administration of Courts of Hungary, CDL-AD (2012)001, 19 mars 2012 ; CJUE, Commission c. Hongrie, aff. C-286/12, arrêt du 6 novembre 2012.

Le contrôle ne s'est pas limité aux juridictions. Il a gagné l'ensemble de l'appareil d'autorité publique, y compris le champ médiatique, non par la seule censure, mais par la capture réglementaire et économique. **Le rapport 2025 de la Commission européenne sur l'état de droit constate l'absence de progrès quant à l'indépendance du régulateur des médias, relève le rôle négatif de la publicité publique et souligne la concentration croissante du marché en faveur d'acteurs proches du pouvoir.** Là encore, la singularité hongroise n'est pas d'avoir supprimé tout pluralisme ; elle est d'avoir conservé l'apparence d'un pluralisme tout en orientant le marché, le régulateur et les ressources publiques de telle façon que la compétition informationnelle devienne structurellement asymétrique.⁶

Le troisième pilier fut l'ingénierie électorale. Orbán n'avait nul besoin de supprimer les élections ; il lui suffisait d'organiser la compétition sur un terrain incliné. La Hongrie demeure un régime à élections compétitives, mais ces élections se déroulent **depuis plusieurs cycles dans des conditions que l'OSCE/ODIHR juge inégalitaires** : imbrication des ressources de l'État et de celles du parti gouvernant, biais du paysage médiatique, absence d'un terrain réellement équitable pour les concurrents. La Commission de Venise, dans son avis de 2025 sur les amendements à la législation électorale, insiste sur un principe élémentaire : le découpage des circonscriptions doit relever d'une autorité indépendante et impartiale, selon une procédure transparente et inclusive.

Or elle a estimé que, la manière dont les nouvelles délimitations ont été conduites, soulevait de sérieuses inquiétudes, faute d'une consultation réelle de l'opposition, des universitaires et des experts. Dans le contexte hongrois, des seuils élevés pour les coalitions et certaines conditions d'accès à la compétition nationale renforcent encore les avantages du sortant. L'enjeu n'est pas de démontrer que le vote serait fictif ; il est de comprendre

⁶ Commission européenne, 2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary, 8 juillet 2025.

comment une succession de règles techniques convertit un avantage politique en avantage institutionnel durable.⁷⁸

C'est ici qu'il convient de **distinguer soigneusement gouvernement fort et gouvernement de monopole**. Un gouvernement fort cherche l'autorité afin de gouverner efficacement à l'intérieur de règles qu'il ne contrôle pas seul. Un gouvernement de monopole, lui, cherche à modeler les règles, les arbitres, les circuits de l'information et les procédures de la concurrence politique de façon telle que sa force devienne autoreproductrice et qu'elle soit en quasi-position de monopole. Les défenseurs d'Orbán répondent souvent, non sans raison sur le plan littéral, que ses principales réformes ont été adoptées selon des procédures régulières et par une majorité parlementaire légitime. Mais c'est précisément ce qui fait la force, et le danger, du modèle hongrois : la légalité n'y disparaît pas ; elle change de fonction. D'instrument de limitation du pouvoir, elle devient un vecteur de sa consolidation.⁹

L'expression « **démanteler la démocratie sans briser la loi** » doit donc être maniée avec prudence. Orbán n'est pas resté à l'intérieur d'un État de droit stable ; il a changé la loi chaque fois que la loi résistait. Quand les juridictions faisaient obstacle, leurs compétences étaient redéfinies ; quand des titulaires de fonctions devenaient gênants, leurs mandats étaient écourtés ou leurs conditions de service modifiées ; quand l'incertitude électorale augmentait, le terrain du jeu était recalibré ; quand la société civile demeurait trop indépendante, la souveraineté devenait l'argument maître. Ainsi, un régime peut demeurer intensément juridique, abondamment réglementé, riche en procédures et en institutions, tout en cessant progressivement d'être libéral au sens constitutionnel du terme.¹⁰

7 **OSCE/ODIHR**, Hungary, Parliamentary Elections, 3 April 2022, Final Report ; OSCE/ODIHR, Hungary, Parliamentary Elections, 12 April 2026, Interim Report, précité.

8 **Commission de Venise**, Joint Opinion on the Amendments to Act XXXVI of 2013 on Electoral Procedure and Related Electoral Amendments of Hungary, CDL-AD(2025)018, 2025.

9 **Miklós Bánkuti, Gábor Halmai et Kim Lane Scheppele**, « Hungary's Illiberal Turn: Disabling the Constitution », *Journal of Democracy*, vol. 23, no 3, 2012 ; Laurent Pech et Kim Lane Scheppele, « Illiberalism Within: Rule of Law Backsliding in the EU », *Cambridge Yearbook of European Legal Studies*, vol. 19, 2017.

10 **Laurent Pech et Kim Lane Scheppele, art. cité ; Gábor Halmai**, « The Rise and Fall of Constitutionalism in Hungary », in András Sajó, Renáta Uitz & Stephen Holmes (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, 2021.

L'élection du 12 avril 2026 ne constitue donc pas seulement **un verdict sur la conjoncture économique, la politique familiale, le rapport à Bruxelles ou le positionnement international de Viktor Orbán**. Elle est aussi un test pour un ordre constitutionnel patiemment construit afin de réduire, autant que possible, l'incertitude qui fait l'essence des élections libres. Le paradoxe d'Orbán est qu'il n'a jamais eu besoin d'annoncer la fin de la démocratie, ce n'est pas le dictateur que certains présentent. Il a procédé avec plus d'intelligence que cela, soit, conserver le vote, mais en discipliner les effets ; préserver les institutions, mais en les envahissant jusqu'à les rendre moins mordantes ; laisser subsister la concurrence, mais l'entourer d'un tel nombre d'asymétries qu'elle perde une partie de sa portée corrective.

C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que la Hongrie orbánienne a offert à l'Europe le prototype d'un illibéralisme juridiquement armé.

LE SYSTEME EN PLACE : CLIENTELISME, FAMILLE ET IDENTITE, ANTI-BRUXELLES

Si la première originalité du système Orbán tient à sa capacité à neutraliser progressivement les contre-pouvoirs sans jamais rompre officiellement avec la légalité (1), la seconde réside dans la construction d'un bloc social durable. Le régime hongrois n'a pas seulement changé les règles du jeu (2) ; il a aussi redéfini les circuits de la redistribution, la hiérarchie des bénéficiaires et le récit national qui rend cette redistribution politiquement intelligible.

Autrement dit, Orbán n'a pas seulement gouverné contre ses adversaires : il a gouverné pour ses clientèles, en leur offrant à la fois des ressources, un statut et un récit moral. C'est cette face (économique, social et identitaire) qui explique, pour une large part, la capacité du système à survivre aux crises, aux scandales, à l'isolement européen et, plus récemment, à la nette dégradation de la conjoncture.¹¹

Le régime n'a pas bâti une économie de marché conservatrice au sens classique du terme. Il a bâti une économie de fidélité, de clientèle. Cela ne signifie pas que l'État aurait remplacé le marché ; cela signifie que le marché a été travaillé, orienté, hiérarchisé par la puissance publique, de telle sorte que l'accès aux rentes, aux contrats, à la visibilité et aux protections dépende de plus en plus de la proximité avec le pouvoir. Dans sa version la plus élaborée, l'orbanisme n'est pas un retour au socialisme d'État. C'est une forme de capitalisme politique, national, verticalisé, où la frontière entre priorité stratégique, politique industrielle, préférence nationale et favoritisme organisé devient volontairement floue.

Cette logique apparaît d'abord dans la commande publique. Le rapport 2025 de la Commission européenne sur l'État de droit note certes **une amélioration relative de la concurrence dans les marchés publics, mais il**

¹¹ Commission européenne, 2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary, SWD(2025) 931 final, 8 juillet 2025.

souligne encore un niveau anormalement élevé de procédures à candidature unique (32 % en 2023 selon la Commission, et 34 % pour 2024 dans le Single Market and Competitiveness Scoreboard, contre 28 % de moyenne dans l'Union).

Or, **Budapest s'était engagé, dans le cadre des discussions avec Bruxelles, à faire tomber cette proportion sous les 15 %**. Nous sommes devant un symptôme structurel. Plus révélateur encore, la Commission relève que la part des accords-cadres avec un seul soumissionnaire a atteint environ 70 % en 2023 et 2024. Dans un tel environnement, le problème n'est pas seulement l'irrégularité possible de tel ou tel marché ; c'est la transformation de l'investissement public en mécanisme sélectif de consolidation des élites amies.¹²

Dans son rapport 2025, la Commission évoque explicitement, au sommet de l'administration publique, des préoccupations persistantes liées au clientélisme, au favoritisme et au népotisme, ainsi que l'absence de résultats suffisamment robustes en matière de poursuites pour corruption à haut niveau. L'*Integrity Authority*, créée sous pression européenne, a bien saisi le parquet dans plusieurs affaires en 2024, mais elle se heurte toujours à des difficultés d'accès aux données et ses recommandations ne sont que partiellement suivies par le gouvernement. La réforme existe ; l'autonomie reste incomplète. C'est là une constante du système.¹³

La même logique prévaut dans le secteur médiatique, non par censure frontale seulement, mais par distribution asymétrique des ressources. La Commission européenne constate en 2025 que **la publicité publique représente plus de 30 % du marché publicitaire total en Hongrie, et que le conglomérat pro-gouvernemental KESMA tire jusqu'à 75 à 80 % de ses revenus de cette manne**. Elle ajoute que l'État continue à placer sa publicité presque exclusivement dans les médias pro-gouvernementaux. Un média

¹² Commission européenne, 2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary, préc. ; Single Market and Competitiveness Scoreboard, données 2024 sur les single bidders.

¹³ Ibid.

fidèle n'est pas seulement mieux traité politiquement, il est aussi mieux financé économiquement. À l'inverse, un média critique ne subit pas seulement une hostilité symbolique, mais il est privé d'un flux de revenus devenu central dans un marché déformé par la présence de l'État. À cela s'ajoute un régulateur dont l'indépendance continue d'être jugée à haut risque. Cette architecture ne supprime pas le pluralisme ; elle le déséquilibre méthodiquement.¹⁴

L'enjeu est la formation d'une bourgeoisie de régime, d'un capital national lié au pouvoir, d'un ensemble de municipalités, de fondations, de médias, d'entreprises et d'intermédiaires qui vivent moins d'un marché concurrentiel impersonnel que de la bonne orientation des flux publics. C'est ainsi qu'Orbán n'a pas soustrait la Hongrie au capitalisme, mais a nationalisé politiquement une partie décisive de ses gains.¹⁵

Mais l'orbanisme ne repose pas uniquement sur la construction d'une élite fidèle ; il repose aussi sur un contrat social conservateur avec les classes moyennes, centré sur la famille, le travail, la propriété et la distinction entre les méritants et les autres. C'est probablement ici que le régime a été le plus habile idéologiquement. Il a compris avant beaucoup d'autres droites européennes **qu'une politique familiale ne fonctionne politiquement que si elle n'apparaît pas comme une simple dépense sociale, mais comme une récompense morale**. Ainsi, on ne subventionne pas seulement des ménages, on honore la natalité, le mariage, l'effort, l'enracinement et la continuité nationale.¹⁶

Les données de l'OCDE montrent d'ailleurs l'ampleur de cet effort. La Hongrie fait partie des pays qui dépensent le plus pour les familles dans le monde développé : **l'OCDE évaluait déjà cette dépense à environ 3,5 % du PIB, au niveau du Danemark, de la France, de la Suède ou de la Norvège**. Mais, à la différence de ces pays, la structure de la dépense hongroise privilégie nettement les transferts monétaires et fiscaux plutôt que les

¹⁴ Commission européenne, 2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary, préc.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ OCDE, Reducing the Gender Employment Gap in Hungary, Paris, 23 novembre 2022.

services. L'État orbánien n'entend pas tant socialiser la prise en charge des enfants qu'armer fiscalement la famille traditionnelle.¹⁷

Le détail des dispositifs confirme cette orientation. En 2025, selon l'OCDE, l'abattement fiscal familial permet de **réduire l'assiette de l'impôt sur le revenu de 66 670 florins par mois pour un enfant, 133 330 florins par enfant pour deux enfants, et 220 000 florins par enfant pour trois enfants ou plus**. À cela s'ajoutent des exemptions ciblées devenues l'une des signatures du régime (exemption d'impôt sur le revenu pour les mères de quatre enfants ou plus depuis 2020 ; exemption pour les moins de 25 ans depuis 2022 ; exemption pour les mères de moins de 30 ans depuis 2023). Et à compter de 2026, l'administration fiscale hongroise confirme l'entrée en vigueur graduelle d'un nouvel avantage pour les mères de deux enfants. En février 2025, **Orbán a encore annoncé une extension des exemptions pour les mères de deux ou trois enfants et un plafonnement à 5 % des taux des prêts immobiliers**, dans une séquence explicitement liée au redémarrage de l'économie avant les législatives de 2026.¹⁸

À cette fiscalité familiale s'ajoute **une politique de l'accession à la propriété qui vaut à la fois comme politique démographique, politique de soutien à la construction et politique de fidélisation électorale**. L'OCDE rappelle que le **Family Housing Support Programme a représenté environ 1,1 % du PIB entre 2019 et 2022**, et que son successeur, le CSOK Plus, permet depuis 2024 à des couples mariés d'obtenir un prêt à taux fixe de 3 % pouvant aller jusqu'à 50 millions de florins lorsqu'ils ont un enfant. La famille, en Hongrie, n'est donc pas seulement une unité affective ou morale ; elle est aussi un véhicule patrimonial. Avoir des enfants ouvre l'accès à un avantage fiscal, à un avantage de crédit, et à une promesse d'ascension résidentielle. Le régime ne dit pas seulement « faites des enfants ». Il dit « faites des enfants, mariez-vous, travaillez, achetez, et l'État vous aidera ».¹⁹

¹⁷ OCDE, Reducing the Gender Employment Gap in Hungary, préc. ; OCDE, PF1.1 Public spending on family benefits, mise à jour 2025.

¹⁸ OCDE, Taxing Wages 2025: Hungary, 30 avril 2025 ; Nemzeti Adó- és Vámhivatal, Booklet no. 73. Personal Income Tax Base Allowances, janvier 2026 ; Reuters, "Hungary's Orbán launches tax exemption for mothers, cap on housing loan rates", 22 février 2025.

¹⁹ OCDE, Tax and benefit policy descriptions for Hungary 2025, janvier 2026 ; OCDE, Economic Surveys: Hungary 2024, Paris, 11 mars 2024.

Ce système favorise surtout ceux qui disposent déjà d'un revenu taxable, d'une insertion dans l'emploi formel, d'une solvabilité bancaire et d'une situation administrative stable. En d'autres termes, il profite davantage aux classes moyennes salariées, aux ménages intégrés, aux couples mariés, qu'aux catégories les plus précaires.

L'autre face de cette politique apparaît dans les territoires les plus pauvres. **Une étude ESPON sur les régions en retard de développement rappelle que, dans certaines communes très défavorisées, les familles vivant dans les pires conditions de logement ne sont pas éligibles au Village CSOK faute de revenus réguliers.** Cela confirme que le familialisme orbánien est généreux, mais il n'est pas universel au sens matériel du terme. Il ne corrige pas d'abord les inégalités les plus profondes ; il renforce prioritairement ceux qui peuvent déjà se conformer au modèle social promu par le régime. Il s'agit moins d'un État-providence classique que d'un État-providence sélectif, qui récompense un certain type de famille plutôt qu'il ne protège également toutes les vulnérabilités.²⁰ Certains diront qu'Orbán privilégie ses électeurs, en excluant des franges de la population, comme les Roms, plus grande minorité du pays.

Les résultats démographiques eux-mêmes invitent à une lecture prudente. La Hongrie a bien vu **son taux de fécondité remonter de 1,23 en 2011 à 1,61 en 2021**, ce qui a permis à Orbán de faire de la politique familiale un argument de prestige international. Mais cette amélioration s'est depuis nettement inversée : **selon l'OSW, le taux est retombé à 1,38 en 2024, avec seulement 77 500 naissances, le niveau le plus bas jamais enregistré.** Le succès politique fut réel ; le succès démographique, lui, reste partiel et réversible. Ce qui a durablement fonctionné n'est peut-être pas tant la natalité que la politisation conservatrice de la question familiale.²¹

²⁰ ESPON, Delivery of Essential Services in Lagging Regions (DESIRE): Hungary Long Case Study, janvier 2025.

²¹ Ilona Gizińska, "Hungary's ongoing demographic decline: an increase in birth rates is the only hope", OSW Commentary, 14 avril 2025.

Cette articulation entre redistribution et loyauté se prolonge dans la manière dont Orbán traite l'économie comme un instrument politique direct. Le salaire, la fiscalité, l'énergie, le crédit, les prix administrés, les pensions : tout ce qui touche au portefeuille des ménages peut être mobilisé pour stabiliser le corps électoral. La séquence ouverte par l'inflation de 2022 l'a montré. Le gouvernement a cherché à soutenir la consommation tout en desserrant, avant l'échéance de 2026, certaines contraintes fiscales et de crédit. Dans le même temps, l'investissement privé est resté faible et l'investissement public a été pénalisé par le gel partiel des fonds européens. Lorsque la croissance productive faiblit, le régime cherche donc à maintenir la consommation et la loyauté par le revenu disponible.²²

Le problème est que cette stratégie a un coût macroéconomique. La Commission européenne notait en 2025 que les coûts salariaux unitaires avaient **augmenté de 12 % en 2024, après 15 % en 2023, sous l'effet notamment d'une hausse de 15 % du salaire minimum fin 2023 et des augmentations dans le secteur public**. Elle rappelait aussi qu'un accord tripartite conclu en novembre 2024 prévoit des hausses du salaire minimum de 9 % en 2025, 13 % en 2026 et 14 % en 2027, afin d'atteindre un ratio de 50 % du salaire moyen. Rien de cela n'est absurde en soi : dans un pays où les bas salaires restent faibles à l'échelle européenne, la hausse des revenus peut avoir une rationalité sociale. Mais lorsque ces hausses ne sont pas accompagnées de gains de productivité suffisants, elles nourrissent l'inflation, fragilisent la compétitivité et renforcent la dépendance à des soutiens budgétaires ou réglementaires.²³

Le régime a d'ailleurs montré, à plusieurs reprises, une préférence marquée pour les solutions administratives (plafonnement des prix de l'énergie pour les ménages, plafonds sur certains prix alimentaires, limitation temporaire des marges sur des produits de base, pression sur les distributeurs, encadrement politique du crédit immobilier). **L'OCDE juge ces politiques**

²² OCDE, OECD Economic Outlook, Volume 2025 Issue 2 – Hungary, 2 décembre 2025 ; Reuters, "Hungary's Orban denies need for spending cuts after April election", 31 janvier 2026 ; Commission européenne, 2025 In-Depth Review – Hungary, 18 mai 2025.

²³ Commission européenne, 2025 In-Depth Review – Hungary, 18 mai 2025.

coûteuses et mal ciblées, en effet, les plafonds énergétiques ont représenté 2,5 % du PIB en 2023 et n'ont souvent fait que différer l'ajustement des prix, tout en réduisant les incitations à l'efficacité énergétique. Là encore, Orbán choisit moins une orthodoxie économique qu'une forme de souverainisme distributif : il veut que le citoyen voie l'État à l'œuvre dans sa facture, dans son ticket de caisse, dans son prêt, dans sa feuille d'impôt.²⁴

À cette économie intérieure administrée s'ajoute un second amortisseur, les transferts des Hongrois partis travailler à l'étranger. **Selon la Banque mondiale, les remises personnelles reçues représentaient 2,5 % du PIB hongrois en 2024.** Ce chiffre ne doit pas être exagéré, mais il n'est pas anecdotique. Il signifie qu'une part de l'équilibre social hongrois est soutenue par une externalisation partielle de la force de travail, la Hongrie exporte des travailleurs (et ce mouvement ne fait qu'augmenter avec les problèmes économiques), puis réimporte une partie du revenu ainsi produit. Dans un pays marqué par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la faiblesse de certains services publics et les frustrations liées aux salaires, cette soupape extérieure a contribué à amortir des tensions que le système n'a pas résolues en profondeur.²⁵

Le troisième grand amortisseur, et le plus paradoxal, reste toutefois l'argent européen. La Commission rappelait en 2023 que, **depuis l'adhésion de 2004, la Hongrie avait reçu l'équivalent d'environ 2 % du PIB par an en flux nets de fonds européens, et que ces flux pouvaient atteindre 2,5 % du PIB par an entre 2022 et 2026.** À cela s'ajoute le plan de relance hongrois, officiellement évalué à **10,43 milliards d'euros, dont 6,512 milliards en subventions et 3,918 milliards en prêts.** Autrement dit, le régime orbánien a fait de Bruxelles son adversaire rhétorique, tout en dépendant

²⁴ OCDE, Economic Surveys: Hungary 2024, Paris, 11 mars 2024.

²⁵ Banque mondiale, World Development Indicators, indicateur "Personal remittances, received (% of GDP) – Hungary", valeur 2024.

massivement des transferts européens pour financer l'investissement, soutenir la monnaie, nourrir l'activité et irriguer ses réseaux domestiques.²⁶

C'est ici que l'anti-bruxellisme d'Orbán doit être compris avec précision. Il ne s'agit pas d'un projet de sortie de l'Union, encore moins d'un souverainisme autarcique. Il s'agit d'un antagonisme d'intérieur. Orbán veut les ressources de l'Union, l'accès à son marché, les fonds, le droit de veto et la protection géopolitique indirecte qu'offre l'appartenance à l'Union et à l'OTAN ; ce qu'il refuse, c'est la dimension normative de l'intégration, c'est-à-dire la prétention de Bruxelles à conditionner l'accès à l'argent ou à la décision à des standards de droit, de concurrence et de pluralisme. En d'autres termes, il veut le beurre et l'argent du beurre... Aujourd'hui encore, **une partie substantielle des fonds qui devaient être alloués à la Hongrie reste bloquée (environ 17 milliards d'euros) tandis qu'Orbán intensifie sa rhétorique de souveraineté.** Dans son discours sur l'état de la nation de février 2026, il affirmait qu'il ne fallait en aucun cas laisser Bruxelles retirer à la Hongrie son droit de veto ; un mois plus tard, il appelait ouvertement à prendre Bruxelles pour la transformer sur le modèle du cas polonais.²⁷

La force de ce discours est qu'il condense en une formule simple plusieurs angoisses et plusieurs intérêts. Aux classes moyennes conservatrices, il promet la protection contre l'universalisme libéral, l'immigration, les injonctions culturelles venues de l'Ouest, et la dilution d'une souveraineté nationale déjà traumatisée par l'histoire. Aux clientèles économiques, il promet de défendre un espace national où l'État reste le grand répartiteur. Aux électeurs ordinaires, il offre une dignité politique compensatrice : même lorsque la Hongrie dépend des fonds européens, elle peut se raconter comme un petit peuple indocile refusant la soumission à un centre impérial. C'est là une ressource symbolique considérable. Dans les phases de

²⁶ Commission européenne, 2023 Country Report – Hungary, 24 mai 2023 ; Commission européenne, 2024 Country Report – Hungary, 19 juin 2024.

²⁷ Reuters, "EU hopes Hungarian election will bring end to Orbán's blockades", 27 mars 2026 ; About Hungary, Prime Minister Viktor Orbán's State of the Nation Address, 14 février 2026 ; About Hungary, "PM Orbán: We will take over and transform Brussels", 23 mars 2026.

stagnation économique, elle permet de convertir la dépendance en fierté et le rapport de force défavorable en récit de résistance.

Au fond, le système Orbán repose sur une combinaison que peu de gouvernements européens ont su porter avec une telle cohérence : une économie de rentes sélectives, un conservatisme familial redistributif et un nationalisme de confrontation contrôlée avec Bruxelles. Chacun de ces piliers compense les faiblesses de l'autre. Le clientélisme stabilise les élites ; la politique familiale fidélise une partie du cœur électoral ; l'anti-Bruxelles fournit le récit, une morale du combat. Et lorsque la croissance manque, lorsque les fonds se figent, lorsque les scandales s'accumulent, le régime peut encore dire à ses soutiens : si cela va moins bien, c'est parce que la Hongrie se bat (contre les empires, contre les réseaux étrangers, contre les normes imposées). C'est là, plus encore que dans l'architecture constitutionnelle, que réside la vraie longévité d'Orbán : dans sa capacité à avoir transformé un système de gouvernement en système d'appartenance. Né par anticommunisme viscéral, réélu sur la critique de Soros et des élites (alors qu'Orbán lui-même a bénéficié d'une bourse de Soros pour étudier à Oxford), et sur une ligne illibérale et anti-Bruxelles désormais.

L'« ORBANISME » AU-DELA DE LA HONGRIE DEVENU UNE REFERENCE EXPORTEE EN EUROPE

L'une des réussites les moins discutées de Viktor Orbán n'est pas seulement d'avoir transformé la Hongrie ; c'est d'avoir transformé la Hongrie en référence illibérale.

Pendant longtemps, Budapest fut perçue, à l'Ouest, comme un cas limite : **une anomalie centre-européenne, un laboratoire national plus qu'un modèle.** Ce temps est révolu. A la veille du scrutin du 12 avril 2026, Orbán demeure, pour ses partisans comme pour ses adversaires, l'un des rares dirigeants européens dont l'éventuelle chute serait observée bien au-delà de son pays. Il n'est plus seulement un chef de gouvernement hongrois, mais l'incarnation d'une méthode politique exportable, un répertoire de techniques, de thèmes et de postures qui intéressent même en France. En cela, l'orbanisme mérite d'être traité non comme une singularité, mais comme un benchmark pour une partie de la droite radicale et national-conservatrice contemporaine.²⁸

L'orbanisme s'exporte par fragments, on emprunte des procédés. Ce qui circule, chez Orbán, ce n'est pas un système philosophique rigoureusement clos, mais un ensemble de recettes remarquablement adaptables : polarisation culturelle, souverainisme anti-Bruxelles sans rupture avec l'Union, personnalisation du pouvoir, usage offensif de la légalité, guerre contre les contre-pouvoirs présentés comme des relais d'intérêts étrangers, et capacité à articuler un conservatisme moral, une protection sociale sélective et un capitalisme de connivence. C'est ce qui rend le modèle si redoutable : il est assez précis pour inspirer, mais assez souple pour être réinterprété. Dans le voisinage de l'Union, plusieurs observateurs ont justement souligné que la version orbanienne de l'Europe était devenue l'un des principaux produits d'exportation politiques de l'UE par antiphrase.²⁹

²⁸Reuters, "Hungary's Orbán Faces Pivotal Battle Against Ally-Turned-Foe," 25 mars 2026.

²⁹Dimitar Bechev, "De-Europeanization in the EU's Neighborhood," Carnegie Europe, 6 juin 2024.

Dans l'espace européen, **Orban ne dirige ni Robert Fico, ni Andrej Babis, ni Janez Jansa, ni Aleksandar Vucic** ; il leur fournit plutôt un discours commun, un idéal illibéral. Chacun l'adapte à ses contraintes nationales, à ses traditions partisans et à son environnement institutionnel. C'est pourquoi l'on se tromperait en parlant d'Internationale orbanienne au sens strict. Le terme juste serait plutôt celui d'affinité stratégique : des dirigeants différents, parfois concurrents, parfois seulement convergents, mais qui reconnaissent dans l'expérience hongroise un précédent utile. L'orbanisme fonctionne ici comme un précédent davantage que comme une doctrine.³⁰

Le cas de Robert Fico est, à l'intérieur de l'Union européenne, le plus proche de cette filiation fonctionnelle. La Slovaquie n'est pas la Hongrie, et Fico n'a ni le même parcours (étant plus marqué à gauche), ni la même architecture institutionnelle à sa disposition. Pourtant, le rapprochement est manifeste depuis son retour au pouvoir. Fico a publiquement évoqué les avantages qu'aurait, selon lui, une forme de neutralité pour la Slovaquie ; il a stoppé l'aide militaire étatique à Kiev et a multiplié les prises de distance avec les positions euro-atlantistes dominantes. Dans le même temps, Bratislava a agi de concert avec Budapest pour retarder ou compliquer certaines initiatives européennes contre la Russie. Fico n'est pas une copie d'Orban ; il en est plutôt le plus proche cousin politique à l'intérieur de l'UE : sur le dossier russe, sur la critique de l'Occident libéral et sur l'usage de la souveraineté nationale comme instrument de négociation avec Bruxelles.³¹

Chez Andrej Babis, **la parente est d'une autre nature, plus organisationnelle que civilisationnelle**. Là encore, il ne s'agit pas d'une reproduction pure et simple. Mais son parcours illustre le déplacement d'une partie du populisme centre-européen (il était affilié à Renew) vers un camp nettement plus souverainiste, plus conflictuel à l'égard de Bruxelles, et plus enclin à recomposer la droite européenne autour d'alliances nouvelles. Le lancement, en 2024, d'une alliance parlementaire commune avec Fidesz et

³⁰Reuters, "Austrian Far-Right, Hungary's Orban Form New EU Alliance," 30 juin 2024.

³¹Reuters, "PM Fico Says Neutrality Would Benefit NATO Member Slovakia," 17 juin 2025 ; Reuters, "Slovakia Demands Delay in Vote on Russian Sanctions over Energy Concerns," 26 juin 2025.

le FPO autrichien, puis le retour de Babis à la tête du gouvernement tchèque fin 2025, ont donné à cette inflexion une traduction institutionnelle. Babis n'est pas orbanien au sens culturel hongrois du terme ; mais il valide l'idée centrale d'Orban : la reconquête du pouvoir passe par la redéfinition du centre politique autour de la souveraineté, du conflit avec Bruxelles et du rejet des orthodoxies libérales d'après-guerre froide.³²

Le cas de **Janez Jansa** est plus ambigu, et c'est ce qui le rend instructif. Depuis des années, Jansa est sans doute, parmi les dirigeants de l'Europe centrale, l'un des plus visiblement liés à Orban sur le plan politique et symbolique. **Pendant la campagne électorale slovène de mars 2026, il était encore décrit comme un populiste pro-Trump, allié d'Orban, engagé dans une campagne très polarisée.** L'orbanisme, ici, apparaît comme un excellent modèle de mobilisation, mais non toujours comme un modèle de coalition.³³ On se rappelle que malgré ses bons scores en 2002 et 2006, le FIDESZ a été incapable de gouverner seul.

Avec Aleksandar Vucic, on sort formellement de l'Union européenne, mais non du problème orbanien. La Serbie n'est pas un État membre ; elle est un pays candidat, ce qui change les termes du jeu. Pourtant, du point de vue des pratiques de pouvoir, Vucic représente sans doute la variante balkanique la plus proche d'un orbanisme extra-européen. Il combine un discours officiellement pro-européen avec des liens maintenus avec Moscou et Pékin, un usage intensif de la personnalisation du pouvoir, une relation tendue à la presse indépendante et une gestion électorale régulièrement contestée. Au printemps 2025, Vucic affirmait encore vouloir accélérer l'adhésion de la Serbie à l'UE, tout en assumant un voyage à Moscou qui avait indisposé plusieurs capitales occidentales. En 2026, les protestations massives, les critiques sur la corruption et les accusations d'irrégularités lors de scrutins locaux ont souligné la fragilité démocratique du système serbe. Vucic n'est pas Orban ; il illustre cependant, avec une grande clarté, la diffusion d'une

³²Reuters, "Austrian Far-Right, Hungary's Orban Form New EU Alliance," 30 juin 2024 ; Reuters, "Czech President Appoints Prime Minister Babis' Government," 15 décembre 2025.

³³Reuters, "Slovenia Election Pits Liberals Against Populist Right in Tight Race," 19 mars 2026 ; Reuters, "Liberal, Populist Parties Tied in Slovenia's Parliamentary Vote," 22 mars 2026 ; Reuters, "Slovenia's PM Launches Coalition Talks After Cliffhanger Election," 27 mars 2026.

même logique : conserver le bénéfice du langage européen sans accepter pleinement les contraintes normatives européennes.³⁴

Cette constellation européenne ne prend toutefois tout son sens qu'à la lumière du lien transatlantique. Car l'orbanisme a cessé depuis longtemps d'être un débat strictement européen. Il est devenu, dans une partie de la droite américaines, un objet d'admiration. Pour une frange significative du mouvement MAGA, la Hongrie n'est pas un exotisme centre-européen, mais un cas d'école : la preuve qu'un dirigeant occidental peut durcir l'immigration, défier les institutions globales, mener une guerre culturelle ouverte et continuer malgré tout à gagner des élections. **La fascination américaine pour Budapest est d'abord pédagogique.** Une partie des conservateurs américains ne regarde pas Orbán comme on regarde un allié lointain ; elle l'observe comme on étudie un précédent.³⁵

Le soutien américain à Orbán a d'ailleurs pris, en 2026, une forme très explicite. En février, lors d'une visite à Budapest, le secrétaire d'État Marco Rubio a affirmé publiquement que Donald Trump était profondément engagé dans le succès d'Orbán. Dans le même temps, la CPAC Hungary a confirmé sa fonction de théâtre de légitimation croisée entre Budapest et la droite transatlantique. Orbán y internationalise son combat intérieur ; la droite américaine y vient chercher une démonstration pratique de ce qu'elle croit possible chez elle. L'évènement vaut moins par ses effets institutionnels immédiats que par sa puissance symbolique : **il transforme la Hongrie en scène, et Orbán en metteur en scène d'une internationale national-conservatrice diffuse, au point que Donald Trump l'ait cité en référence pour l'Europe.**³⁶³⁷

³⁴Reuters, "Serbia's Vucic Says He Wants to Join EU, Despite Visit to Moscow," 13 mai 2025 ; Reuters, "Serbia's Judiciary Overhaul Could Jeopardise EU Membership Bid, Say Critics," 11 février 2026 ; AP, "International Observers Urge Violence-Free Elections After Clashes at Serbia Vote," 31 mars 2026 ; Reuters, "Serbian President Invites Parties for Talks as Anti-Government Protests Continue," 2 avril 2026.

³⁵Reuters, "US Conservatives Watch Nervously as Orbán Faces Tough Test in Hungary Vote," 31 mars 2026.

³⁶ Hungarian Conservatives, "Trump Cited Orbán as Top European Example Over a Hundred Times During Campaign", 14 novembre 2024

³⁷Reuters, "Ahead of Hungary's Elections, Rubio Says Trump Is Committed to PM Orbán's Success," 16 février 2026 ; CPAC Hungary, site officiel, édition 2025 ; About Hungary, "PM Orbán: We Will Take Over and Transform Brussels," 23 mars 2026 ; miniszterelnok.hu, "We Will Win These Elections, and Then We Will Not Stop, but Keep Moving Forward," 26 mars 2026.

Le troisième cercle de cette exportation est celui que l'on peut appeler, non sans prudence, **l'axe Moscou-Pékin**. Il ne s'agit pas d'un axe au sens d'une alliance formelle, encore moins d'une vassalisation complète de Budapest à l'Est. Orbán n'a jamais cessé d'inscrire la Hongrie dans l'OTAN ni de profiter du marché européen. Mais il a méthodiquement construit, depuis plus d'une décennie, une politique dite d'ouverture à l'Est dont la fonction réelle est moins civilisationnelle qu'assurantielle. Lorsqu'il se heurte à Bruxelles sur l'État de droit, aux capitales occidentales sur l'Ukraine, ou à des marches nerveuses sur la conjoncture hongroise, Orbán veut pouvoir montrer qu'il dispose d'autres interlocuteurs, d'autres investisseurs, d'autres appuis énergétiques. L'Est n'est pas pour lui un remplacement de l'Ouest ; c'est une stratégie de couverture contre l'Ouest.³⁸

La Russie demeure, dans ce dispositif, le partenaire le plus sensible politiquement. La rencontre de novembre 2025 avec Vladimir Poutine a rappelé l'importance vitale que Budapest continue d'accorder aux approvisionnements russes en pétrole, en gaz et au projet nucléaire de Paks II. La Chine, en revanche, répond à une logique différente : là où Moscou fournit d'abord de l'énergie et un levier géopolitique, Pékin fournit du capital industriel et la promesse d'une modernisation visible. **Les investissements de BYD et de CATL en Hongrie ont permis à Orbán de se présenter comme l'homme capable d'attirer les industries d'avenir tout en tenant tête à Bruxelles.** La grande habileté du système est de faire de l'ouverture orientale non une preuve de dépendance, mais un signe d'agilité stratégique. L'Orient devient dans son récit, non l'alternative à l'Europe, mais la réserve de puissance permettant de mieux négocier avec elle.³⁹

C'est pourquoi **l'orbanisme exporte ne doit jamais être lu comme une simple idéologie anti-européenne**. Ce serait le sous-estimer. Son ressort le plus moderne est d'avoir compris qu'au XXI^e siècle, le souverainisme efficace n'est pas celui qui sort des structures ; c'est celui qui joue sur plusieurs tableaux à la fois. A Bruxelles, Orbán pratique le veto et la plainte

³⁸Reuters, "Putin Hosts Hungary's Orbán for Talks on Energy and Ukraine," 28 novembre 2025.

³⁹Reuters, "China's BYD Plans to Establish European Centre in Hungary," 15 mai 2025 ; Reuters, "Chinese Battery Maker CATL Expects Hungarian Production Start by Early 2026," 7 septembre 2025.

civilisationnelle ; à Washington, il se présente comme l'avant-garde de la contre-révolution conservatrice ; à Moscou, il négocie l'énergie et l'exception ; à Pékin, il attire l'investissement industriel ; dans les Balkans, il se pose en intermédiaire régional. **Cette diplomatie de l'entre-deux, à la fois conflictuelle et opportuniste, explique largement la force d'attraction du modèle.**⁴⁰

Ce qui se diffuse, ce n'est pas seulement un programme, mais une ambition de régime : gagner des élections sans accepter pleinement l'incertitude de l'alternance ; invoquer la démocratie contre le libéralisme ; utiliser les institutions européennes sans souscrire à leur philosophie ; mobiliser l'identité chrétienne et nationale contre l'universalisme normatif ; transformer l'État en bouclier culturel autant qu'en machine distributive. Sous cet angle, Fico, Babis, Jansa et Vucic ne sont pas des copies conformes. Ils sont les variantes nationales d'un même moment politique. De même, Trump et une partie de la droite américaines ne veulent pas devenir hongrois ; ils regardent Budapest comme un manuel stratégique. Quant à Moscou et Pékin, ils ne constituent pas des patries de substitution ; ils servent de profondeur stratégique à un souverainisme qui refuse d'être enfermé dans le tête-à-tête avec Bruxelles.

Même battu dans les urnes, l'orbanisme ne disparaîtrait donc pas avec Orbán lui-même : il a déjà réussi l'essentiel, qui est de se rendre politiquement disponible bien au-delà de la Hongrie.⁴¹

⁴⁰Reuters, "EU Hopes Hungarian Election Will Bring End to Orbán's Blockades," 27 mars 2026 ; Reuters, "Ahead of Hungary's Elections, Rubio Says Trump Is Committed to PM Orbán's Success," 16 février 2026 ; Reuters, "Putin Hosts Hungary's Orbán for Talks on Energy and Ukraine," 28 novembre 2025 ; Reuters, "China's BYD Plans to Establish European Centre in Hungary," 15 mai 2025.

⁴¹Reuters, "US Conservatives Watch Nervously as Orbán Faces Tough Test in Hungary Vote," 31 mars 2026 ; Reuters, "EU Hopes Hungarian Election Will Bring End to Orbán's Blockades," 27 mars 2026 ; Dimitar Bechev, "De-Europeanization in the EU's Neighborhood," Carnegie Europe, 6 juin 2024.

QUEL BILAN POUR VIKTOR ORBAN EN HONGRIE ?

CE QUI A FONCTIONNE : LES FONDEMENTS DE LA PERENNITE DU REGIME D'ORBAN

Un régime ne dure pas 16 ans au cœur de l'Union européenne par la seule contrainte douce, ni par la seule maîtrise procédurale. Il dure parce qu'il parvient à s'arrimer à des résultats que des pans entiers de la société jugent tangibles, ou au moins plausibles : davantage de personnes en emploi, plusieurs années de progression salariale visible à partir d'un niveau très bas, une politique familiale identifiable entre toutes, et, plus profondément encore, un récit de la dignité nationale qui répond à des blessures historiques réelles. **La Hongrie n'est pas devenue sous Orbán une réussite centre-européenne comparable aux pays les plus performants du continent.** Elle est cependant apparue, aux yeux d'une partie considérable de ses citoyens, comme un pays redevenu gouvernable après les années de crise, de dette et de désorientation qui avaient marqué la fin des gouvernements socialistes. C'est ce point qu'il faut tenir si l'on veut comprendre la résilience du système.

Orbán n'a pas inventé les problèmes hongrois ; il a, en revanche, su parler à certains des plus profonds d'entre eux. **La Hongrie des années 2000 cumulait une faible participation au marché du travail, une large zone d'inactivité sociale, des territoires périphériques durablement déclassés, et le sentiment que la transition post-1989 avait surtout produit de l'exposition sans protection.** Le marché du travail était particulièrement fragile à l'échelle européenne : le taux d'emploi des 15-64 ans n'était encore que de 56 % en 2000, l'un des plus faibles de l'Union. La crise financière de 2008 frappa ensuite le pays de plein fouet, avec un chômage avoisinant 11 % au niveau national et nettement davantage dans certaines régions. Lorsque Orbán fit de la société fondée sur le travail le noyau doctrinal de son pouvoir,

il ne formulait donc pas seulement un slogan idéologique ; il donnait un nom politique à une faiblesse structurelle ancienne de l'État hongrois.

Stabilisation économique et société fondée sur le travail

Le principal succès pratique d'Orbán ne réside ni dans une montée en gamme spectaculaire de l'économie hongroise, ni dans une percée durable en matière de productivité, ni encore dans la construction d'institutions économiques de haut niveau. Son mérite politique, au sens strict, a été de reconfigurer le rapport au travail. Dans son discours de Tusnádfürdő de 2014, il affirmait que "le fondement du nouvel État hongrois est une société fondée sur le travail". Cette formule condensait à elle seule une philosophie gouvernementale complète, l'État-providence ne devait plus être l'armature principale de l'ordre social ; le travail devait redevenir la norme centrale. Le dispositif qui en découla n'avait rien de libéral au sens classique, mais il possédait une cohérence d'ensemble. La Hongrie a réduit les cotisations patronales, en particulier après le Job Protection Act de 2013 ; elle a durci les incitations à l'inactivité ; elle a utilisé le travail public et les politiques d'activation pour réinsérer une partie des exclus du marché du travail ; elle a appuyé la hausse des revenus par des relèvements répétés du salaire minimum ; elle a enfin lié une partie croissante de la protection sociale à la participation au marché du travail. L'OCDE souligne elle-même que la baisse des charges patronales a favorisé l'emploi des jeunes, des seniors et des travailleurs peu qualifiés après 2013.

Les résultats, sans constituer un miracle économique, ont été suffisamment visibles pour produire de la légitimité politique. Les données officielles du KSH indiquent qu'en 2024, **le taux d'emploi des 15-64 ans a atteint 75,1 %, un record dans l'histoire récente du pays, tandis que le taux de chômage s'établissait à 4,5 %**. IZA relève de son côté que le taux d'emploi de la population d'âge actif a progressé de vingt points entre 2000 et 2024, que le chômage est resté inférieur à 5 % pendant une décennie, et que les salaires réels ont augmenté de 150 % sur la longue période. Même en 2025, le FMI décrivait encore un marché du travail tendu au regard des

standards hongrois. Cela signifie que des millions de Hongrois ont vu un État qui, quelles qu'aient été ses dérives institutionnelles, rendait le travail plus accessible et l'inactivité moins tolérable que par le passé. Dans une société éprouvée par les faillites morales et économiques des années 2000, cette transformation a compté.⁴²

Cette dimension est souvent sous-estimée en Europe occidentale. Une partie des critiques adressées à l'orbanisme a longtemps reposé sur l'idée que le seul qualificatif d'illibéral suffirait à en épuiser la compréhension. C'était une erreur. **Un régime devient politiquement robuste lorsqu'il enveloppe la contrainte institutionnelle dans une promesse d'ordre, de prévisibilité et de restauration.** La Hongrie d'Orbán a donné à la politique économique une forme morale. Le travail y est récompensé, la dépendance stigmatisée, l'État investi d'une fonction de discipline et d'orientation. Le dispositif est plus rude qu'une tradition chrétienne-démocrate classique ; il est aussi moins sophistiqué qu'une véritable stratégie de montée en productivité. Mais il a doté le pouvoir d'une pédagogie simple, il faut remettre le pays au travail.

À cela s'est ajoutée, pendant plusieurs années, une amélioration sensible des revenus à partir d'une base modeste. **Le KSH indique que le revenu mensuel net par habitant des ménages était en 2023 supérieur de 38 % en termes réels à son niveau de 2015 ; les rémunérations brutes moyennes ont progressé de 13,2 % en valeur nominale et de 9 % en termes réels en 2024.** La Commission européenne observait en outre que le PIB par tête de la Hongrie était passé d'environ 69 % de la moyenne de l'Union en 2017 à 74,7 % en 2022, tandis que les indicateurs d'emploi et de pauvreté s'amélioraient nettement. En politique, cela suffit à fabriquer un sentiment de mouvement ascendant. Orbán n'avait pas besoin de rendre la Hongrie prospère au sens d'un rattrapage occidental abouti ; il lui suffisait de convaincre une large partie du pays qu'elle n'était plus immobile.

L'analyse de l'IZA rappelle explicitement que le redressement du marché du travail à partir de 2013 a été soutenu par la reprise européenne, par les

⁴² KSH, Hungary 2024 ; IZA World of Labor, 2025 ; FMI, 2025 ; Viktor Orbán, discours de Tusnadsfurdo, 30 juill. 2014 ; OCDE, 2024.

fonds structurels de l'Union et par les investissements étrangers dans l'industrie et les services. La Commission, de son côté, a souligné que l'investissement et la croissance avaient été portés, avant le ralentissement récent, par une politique budgétaire et monétaire favorable. Autrement dit, **le modèle orbánien a été efficace politiquement, mais hybride économiquement** : une part de décision publique, une part de fonds européens, une part d'intégration dans les chaînes de valeur continentales. Cela ne retire rien au talent d'appropriation du Premier ministre hongrois ; cela interdit simplement de confondre souveraineté proclamée et autosuffisance réelle.⁴³

La politique familiale comme investissement social distinctif

Si le travail a fourni au régime son éthique, la politique familiale lui a donné son centre de gravité affectif. Là encore, le point décisif n'est pas que cette politique ait rempli tous ses objectifs démographiques, ce n'est pas le cas. Le point est qu'Orbán a construit l'un des régimes familiaux les plus lisibles d'Europe : fortement adossé à la fiscalité, lié à l'emploi, explicitement nataliste, conservateur dans son imaginaire et orienté en priorité vers les ménages perçus comme intégrés, productifs et enracinés. **Les données du KSH montrent qu'en 2023 les dépenses consacrées aux prestations familiales représentaient 1,1 % du PIB et que, depuis 2022, les prestations liées à l'emploi dominent la structure de soutien à la famille.** L'OCDE souligne de même que **la Hongrie fait partie du petit nombre de pays où les avantages fiscaux accordés aux familles dépassent 0,5 % du PIB.** Nous ne sommes pas ici dans une logique de protection sociale universaliste ; nous sommes dans un pacte conservateur avec la famille, où l'État subventionne le travail, la formation du foyer, la propriété résidentielle et, la respectabilité sociale.

43 IZA World of Labor, 2025 ; Commission européenne, 2025.

C'est ce qui explique la force politique du dispositif. Une allocation familiale, une exonération d'impôt, une aide au logement n'y sont jamais présentées comme de simples transferts ; elles valent reconnaissance publique d'un mode de vie que le pouvoir érige en norme nationale. Dans le langage d'Orbán, les couples qui travaillent, achètent un logement, se marient et élèvent des enfants ne sont pas seulement des bénéficiaires, ils sont les porteurs ordinaires de la continuité hongroise. C'est précisément pour cela que le gouvernement a continué d'élargir ces instruments jusque dans la période préélectorale. En février 2025, Orbán annonça l'exonération d'impôt sur le revenu pour les mères de deux et trois enfants, l'augmentation des avantages fiscaux familiaux et le plafonnement à 5 % des taux d'intérêt de certains crédits immobiliers. **En juin 2025, l'adoption d'un budget marqué par de fortes baisses d'impôts pour les familles a été remarqué.** Il ne s'agissait pas de simples largesses électorales : c'était la reconduction du cœur distributif du régime, qui passait en mode campagne électorale.

Les effets sociaux de cette orientation, sans être uniformes, sont loin d'être négligeables. Le KSH indique que le nombre de places d'accueil pour les jeunes enfants en crèche a augmenté de 39 % entre 2017 et 2024. **Les mêmes sources font valoir que le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a reculé de près de 40 % entre 2010 et 2024, soit 1,274 million de personnes,** tandis que les indicateurs de pauvreté infantile se sont sensiblement améliorés. La Commission européenne, dans son rapport de 2023, constatait également les progrès enregistrés entre 2016 et 2021 sur la pauvreté, l'exclusion sociale et la privation matérielle sévère. En clair, la politique familiale orbánienne a distribué des ressources de manière à rendre la vie plus soutenable pour une partie significative des ménages hongrois, surtout lorsqu'ils étaient déjà reliés au marché du travail formel.⁴⁴

44 KSH, Hungary 2024 ; OCDE/Eurostat, 2025 ; Commission européenne, 2023 ; Reuters, 2025 ; OSW, 14 avr. 2025.

Souveraineté, identité et politique de la dignité

Si le travail a donné au régime son éthique et la famille sa base sociale, la souveraineté lui a fourni sa grandeur. C'est peut-être là que se trouve, au fond, la clef la plus profonde de la durée d'Orbán. Depuis le début des années 2010, il n'a cessé de présenter la politique non comme une simple activité de gestion, mais comme une lutte continue contre les dépendances. « La Hongrie ne sera pas une colonie », déclarait-il dès mars 2012, en nouant dans une même phrase la dette, la souveraineté constitutionnelle et la dignité nationale. En 2024, il reprenait ce thème en accusant Bruxelles de vouloir imposer à Budapest un « gouvernement fantoche ». Une part de ce discours relève évidemment de la dramatisation et de la construction d'ennemis. Mais il serait erroné de n'y voir qu'une pure manœuvre. Ce langage touche quelque chose de profond dans l'histoire politique hongroise : la mémoire de la tutelle, le traumatisme des dépendances extérieures, l'humiliation des puissances dominantes, puis, plus récemment, le souvenir très vif de la vulnérabilité financière de 2008.

Le talent d'Orbán a consisté à convertir cette mémoire diffuse en langue gouvernementale quotidienne. Bruxelles n'est plus seulement, dans ce récit, un ensemble d'institutions européennes ; elle devient le dernier centre de tutelle en date. La question migratoire n'est plus seulement un débat de politique publique ; elle devient l'épreuve concrète de la capacité des Hongrois à décider qui entre sur leur sol. La guerre en Ukraine n'est plus seulement une crise stratégique ; elle est présentée comme le test ultime de la faculté du pays à ne pas être entraîné dans une guerre voulue par d'autres. Cette vision du monde est souvent stéréotypée ; elle n'en est pas moins lisible. Et sa lisibilité constitue une force politique majeure.

Les données de l'Eurobaromètre du Parlement européen publiées à l'automne 2024 montraient que la Hongrie était l'un des deux seuls États membres où une politique migratoire européenne commune ne rassemblait pas de majorité : 43 % d'avis favorables, 52 % d'avis défavorables. Dans la

Hongrie rurale, le récit nationaliste d'Orbán (défense des intérêts hongrois face à l'Union, refus d'un alignement sur la guerre d'Ukraine, dénonciation des pressions extérieures) apparaît encore très puissant chez les électeurs âgés et conservateurs. Dans de nombreuses localités, le Fidesz est devenu quasi synonyme de l'État lui-même, pourvoyeur d'emplois, de crédits et de ressources. C'est ici que la politique de souveraineté révèle sa vraie fonction, elle permet d'offrir un contre-récit.⁴⁵

La Hongrie est restée, sous Orbán, fortement dépendante des marchés européens, des fonds de l'Union, du capital industriel étranger et des importations énergétiques. Mais la légitimité d'un pouvoir ne se construit pas uniquement sur sa position objective ; elle se construit sur un récit et l'interprétation politique de cette position. Orbán a offert à une partie du pays une forme de fierté : dire non à Bruxelles, non aux quotas migratoires, non à certaines injonctions culturelles occidentales, non à l'engrenage guerrier, c'est prouver que la nation n'a pas renoncé à décider d'elle-même. Pour nombre de Hongrois, ce n'est pas un supplément rhétorique ; c'est l'essentiel. Le post-1989 avait apporté l'ouverture, mais souvent sans considération. L'orbanisme a proposé, lui, une compensation symbolique à la vulnérabilité matérielle.

L'orbanisme a promis le travail contre l'assistance, la famille contre l'atomisation, la souveraineté contre l'humiliation. Chaque pilier renforçait les autres. La participation au marché du travail donnait une assise morale au pacte familial ; la politique familiale traduisait concrètement la rhétorique nationale dans la vie des ménages ; la souveraineté apportait à l'ensemble sa profondeur affective et historique. Dès lors, la longévité du régime n'a plus rien d'énigmatique. Elle repose sur une construction politique disciplinée, capable de transformer des gains matériels partiels en un récit plus vaste de restauration collective.

45 Viktor Orbán, 2012 et 2024 ; Parlement européen, Eurobarometre, oct. 2024 ; Reuters, 2 avr. 2026.

Dans des sociétés travaillées par le déclassement, l'inquiétude culturelle et la défiance envers les médiations libérales, l'ordre, l'enracinement, la continuité et le respect redeviennent des biens politiques de première importance. L'Europe libérale a trop souvent feint d'y voir des passions honteuses ; Orbán y a vu, lui, la matière première d'un pouvoir long.

À la veille du scrutin du 12 avril 2026, ces fondements apparaissent plus usés qu'autrefois. La stagnation économique, l'épuisement inflationniste et la fatigue d'un pouvoir après seize ans d'exercice ont entamé l'efficacité du récit. Mais même affaibli, Orbán n'en est pas moins redoutable, disposant d'un socle solide parmi les électeurs âgés, une implantation rurale profonde, et une capacité intacte à parler le langage de la protection matérielle et de la dignité nationale. Ce qui a fonctionné dans la Hongrie d'Orbán, ce n'est ni la prospérité au sens plein, ni la qualité institutionnelle, ni une modernisation sans reste. C'est la fabrication d'un ordre conservateur durable, d'un récit dans lequel suffisamment de citoyens ont eu le sentiment que l'État récompensait l'effort, honorait la famille et défendait la nation. L'édifice est imparfait, souvent illibéral dans ses méthodes, de plus en plus miné par ses propres contradictions économiques et morales. Il n'en a pas moins été assez solide pour porter un gouvernement durant seize années.⁴⁶

46 FMI, 2025 ; Reuters, janv.-avr. 2026.

CE QUI A ECHOUÉ. LE MIRAGE ÉCONOMIQUE : STAGNATION, INÉGALITÉS ET DÉPENDANCE

Ce qui a mal tourné dans la Hongrie d'Orbán n'est pas que l'État ait cessé de fonctionner. Le problème est plus grave : le régime a peu à peu épuisé la logique productive qui avait nourri sa légitimité initiale, avant d'en venir à consommer les capacités mêmes de l'État qu'il prétendait restaurer. La première décennie du règne Orbán, peut être vue comme une phase de stabilisation après le discrédit politique et la dérive budgétaire des années socialistes-libérales. Mais, à l'approche du scrutin de 2026, le bilan a changé de nature. Le système ne se résume plus à un pouvoir fort, discipliné et idéologiquement cohérent ; il prend désormais les traits d'une économie étroite, d'un appareil public usé et d'un capitalisme de connivence devenu trop visible pour rester politiquement neutre. En somme, l'échec d'Orbán n'est pas seulement moral ou idéologique. Il est devenu structurel.

Le mirage économique : stagnation, inégalités et dépendance

L'illusion centrale de l'orbanisme économique tient à ceci : la hausse de l'emploi et la consolidation du contrôle politique ont été confondues avec un véritable développement. La Hongrie a certes retrouvé, au début du cycle ouvert en 2010, une forme de discipline macro-politique qui tranchait avec le désordre des années précédentes. Mais, en 2025, ce récit d'une société fondée sur le travail s'est heurté à ses propres limites. Le PIB n'a progressé que de 0,3 % en données corrigées des variations saisonnières et le FMI constatait, quelques mois plus tard, que l'économie hongroise avait en réalité stagné au cours des trois dernières années.⁴⁷ Le point essentiel n'est pas que la Hongrie se soit effondrée. Il est qu'après seize années d'exercice du pouvoir, le régime n'est plus en mesure de se présenter de manière crédible comme une machine à rattraper durablement l'Europe occidentale. Cette limite est d'autant plus importante que la légitimité d'Orbán n'a jamais reposé sur l'idéologie seule. Elle a reposé sur une promesse de

⁴⁷ Office central hongrois des statistiques (KSH), « Gross domestic product (GDP), 4th quarter 2025 », 30 janvier 2026 ; FMI, « Hungary: 2025 Article IV Consultation – Press Release », 29 août 2025.

performance. Or, à mesure que l'on s'éloigne des années de redressement initial, cette performance apparaît de plus en plus étroite. La Commission européenne relevait en 2025 la dépendance persistante de la Hongrie à l'industrie automobile, son manque de diversification sectorielle et sa dépendance continue aux investissements directs étrangers. Budapest n'a pas construit un capitalisme national véritablement autonome ; il a approfondi sa place dans des chaînes extérieures de valeur, principalement germano-centriques, tout en enveloppant cette dépendance matérielle dans le vocabulaire de la souveraineté.⁴⁸

Pendant des années, le pouvoir hongrois a dénoncé Bruxelles, le cosmopolitisme économique et la tutelle étrangère, alors même qu'il dépendait largement de quatre ressorts externes : les fonds européens, les multinationales, la demande venue de l'extérieur et les transferts technologiques importés. Cette contradiction est devenue plus visible encore après 2022, lorsque les blocages européens ont cessé d'être un simple sujet de rhétorique pour produire des effets économiques très concrets. Les difficultés d'absorption des fonds, la suspension de financements et le maintien du gel de plusieurs enveloppes, notamment sous l'effet des contentieux relatifs à l'État de droit, ont rappelé que la Hongrie d'Orbán se dit souveraine, mais elle reste contrainte par la défiance de son principal bailleur extérieur.⁴⁹

Le choc inflationniste du début des années 2020 a encore renforcé cette mise à nu. **Entre 2021 et 2023, les prix à la consommation ont augmenté de 35 % en Hongrie**, ce qui a comprimé les revenus réels, nourri un sentiment d'insécurité sociale et fragilisé le pacte implicite passé entre le pouvoir et les classes moyennes. Certes, l'inflation annuelle est retombée à 1,4 % en février 2026. Mais la décrue tardive des prix n'efface pas le souvenir politique de la séquence précédente (d'autant plus que les tensions au Moyen-Orient et la fermeture du pipeline Drujba pourrait faire repartir l'inflation de plus belle). En économie politique, la mémoire des chocs

⁴⁸ Commission européenne, *In-Depth Review 2025 – Hungary*, European Economy, Institutional Paper 312, mai 2025.

⁴⁹ Ibid.

compte parfois davantage que les moyennes annuelles : un gouvernement peut toujours rappeler que les salaires nominaux ont augmenté ; les ménages, eux, se souviennent surtout du moment où le panier quotidien s'est brutalement renchéri.⁵⁰

Les chiffres de niveau de vie corrigent d'ailleurs utilement le récit triomphaliste du rattrapage. D'après Eurostat, le PIB par habitant de la Hongrie restait, en 2025, inférieur de 30 % à la moyenne de l'Union européenne ; plus révélateur encore, la consommation individuelle effective par habitant (indicateur plus proche du bien-être matériel réel des ménages) se situait en 2024 à 28 % sous la moyenne européenne, l'un des plus faibles niveaux de l'Union.⁵¹ On peut attirer des usines, afficher de bons chiffres à l'exportation et demeurer incapable de transformer cette insertion productive en prospérité largement partagée. La Hongrie présente désormais les traits d'une économie duale, avec des secteurs modernes et très intégrés à l'économie mondiale qui coexistent avec un tissu domestique de faible productivité ; Budapest et certaines régions de l'ouest décrochent vers le haut, pendant que le sud et l'est du pays restent à la traîne.

Malgré des flux de fonds de cohésion parfois équivalents à près de 2 % du PIB par an, les écarts régionaux demeurent élevés et les gains de convergence ont été inégalement répartis.⁵² C'est la marque d'un système qui redistribue de manière sélective au lieu de moderniser de façon universelle. Le régime sait récompenser ses clientèles, soutenir des secteurs politiquement utiles et préserver des îlots de dynamisme ; il peine beaucoup plus à relever durablement la qualité générale de l'économie nationale. En d'autres termes, la Hongrie d'Orbán est devenue plus disciplinée qu'autrefois, mais non plus résiliente ; plus hiérarchisée, mais non plus productive ; plus souverainiste dans son discours, mais davantage dépendante dans ses fondations matérielles.

L'affaissement des services publics : santé, école et fuite des compétences

50 Commission européenne, *In-Depth Review 2025 – Hungary*, European Economy, Institutional Paper 312, mai 2025 ; KSH, « Consumer prices, February 2026 », 10 mars 2026.

51 Eurostat, « Large variations in household material welfare in 2024 », 18 juin 2025 ; Eurostat, « Purchasing power parities and GDP per capita – preliminary estimate », 25 mars 2026.

52 FMI, *Hungary: Selected Issues*, Country Report No. 24/269, juillet 2024.

C'est sans doute sur ce terrain que le bilan orbánien se révèle le plus difficile à défendre. Un État solide ne se juge pas au nombre de décrets adoptés, à la centralisation des nominations ou à l'intensité de la bataille culturelle. Il se juge à sa capacité à assurer ses fonctions fondamentales : des écoles qui transmettent des savoirs, des hôpitaux qui soignent dans des délais raisonnables, des institutions qui convainquent les professionnels qualifiés de rester plutôt que de partir. Or, de ce point de vue, l'État hongrois ne s'est pas renforcé ; il s'est, sur bien des points, usé.

La santé publique fournit l'exemple le plus net. En 2023, la Hongrie ne consacrait que 1 925 euros par habitant aux dépenses de santé, soit environ la moitié de la moyenne de l'Union. La part financée publiquement restait inférieure à la norme européenne, tandis que les paiements directs des ménages représentaient près d'un quart de la dépense totale. Le pays comptait en outre moins d'infirmiers et moins de médecins que la moyenne européenne, avec une faiblesse particulièrement marquée de la médecine générale, seuls 12,4 % des médecins exerçaient comme généralistes.⁵³ Ce déséquilibre n'est pas anecdotique. Il signifie qu'un système déjà sous-financé l'est aussi dans les mauvais segments : il manque de soins de premier recours, de présence territoriale et de capacité de rétention du personnel.

Les délais d'attente donnent à cette crise un visage concret. En 2024, 29 % des patients ont attendu plus de trois mois pour une opération de la cataracte, 74 % pour une prothèse de hanche et 78 % pour une prothèse de genou.⁵⁴ Le gouvernement a certes procédé à des revalorisations salariales ; il faut lui en donner acte. Mais une correction tardive des rémunérations ne suffit pas à réparer un système qui repose désormais sur la surcharge, la double activité et la progression continue du secteur privé. La classe moyenne solvable achète de plus en plus sa sortie du service public ; les

53 OCDE / Commission européenne, *Hungary – Country Health Profile 2025*, décembre 2025.

54 Ibid.

autres attendent. La Hongrie ne dispose donc pas d'un système de santé national robuste : elle glisse vers un système dual, où l'État demeure omniprésent dans le discours, mais de moins en moins fiable dans la prestation.

L'école raconte la même histoire. Ici encore, le problème n'est pas l'inaction : le pouvoir est intervenu sans cesse. Mais il a centralisé sans résoudre, discipliné sans relever, réformé sans corriger les déséquilibres les plus lourds. En 2024, le taux de sortie précoce de l'éducation et de la formation atteignait encore 10,3 %, au-dessus de la moyenne européenne et de la cible commune. La décision prise en 2012 de ramener l'âge de fin de scolarité obligatoire de 18 à 16 ans reste, avec le recul, l'un des choix sociaux les plus lourds de conséquences du système Orbán.⁵⁵ Dans un pays déjà traversé par des fractures territoriales et sociales massives, elle a rendu l'abandon plus facile là où il fallait le rendre plus coûteux.

Plus grave encore, les inégalités scolaires sont grandes. Seuls 12,1 % des élèves défavorisés atteignent un bon niveau dans au moins une compétence de base, contre 16,3 % dans l'ensemble de l'Union. La Hongrie affiche par ailleurs le niveau de ségrégation scolaire entre élèves favorisés et défavorisés le plus élevé de l'UE, tandis que la ségrégation des élèves roms demeure exceptionnellement forte. L'écart de performance entre enfants de diplômés du supérieur et enfants de non-diplômés atteint 53 points, très au-dessus de la moyenne européenne.⁵⁶ Pour un pouvoir qui parle sans relâche de nation, de continuité historique et de renouvellement démographique, l'échec est considérable : il n'a pas construit un système éducatif capable de convertir l'identité nationale en capital humain.

La crise des enseignants ne fait qu'aggraver ce diagnostic. **En 2024-2025, la moitié des enseignants hongrois avaient 50 ans ou plus, tandis que seulement 7,2 % avaient moins de 30 ans.** Les pénuries sont particulièrement sévères dans les zones rurales et dans les établissements

⁵⁵ Commission européenne, *Education and Training Monitor 2025 – Hungary, 2025*.

⁵⁶ Ibid.

accueillant les publics les plus défavorisés, où le recours à des personnels insuffisamment qualifiés est beaucoup plus fréquent. La Hongrie accuse en outre un net retard en matière d'enseignement supérieur : le taux de diplômés du supérieur chez les 25-34 ans n'atteignait que 32,3 %, contre 44,2 % dans l'Union européenne.⁵⁷ Là encore, le problème n'est pas seulement social ; il est stratégique. Un pays de taille moyenne, inséré dans une compétition technologique intense, ne peut pas espérer monter durablement en gamme avec un appareil éducatif qui reproduit la hiérarchie sociale plus efficacement qu'il ne diffuse la compétence.

La fuite des talents en est la conséquence logique. Selon l'OCDE, **l'émigration de ressortissants hongrois vers les pays membres a augmenté de 13 % en 2023 pour atteindre 50 000 départs, principalement vers l'Allemagne et l'Autriche.** Dans la santé, le mouvement prend la forme d'un départ vers l'étranger ou vers le privé ; dans l'enseignement supérieur, il a été aggravé par le contentieux opposant Budapest aux institutions européennes, le maintien en 2024 des mesures bloquant de nouveaux engagements Erasmus+ et Horizon Europe pour les universités gérées par des fondations d'intérêt public ayant signalé aux élites éduquées un déclassement plus large : la Hongrie continue de faire partie de l'Europe, mais n'y circule plus tout à fait normalement.⁵⁸

La corruption

La corruption, en Hongrie, est trop souvent racontée sur le mode du scandale : tel oligarque, tel appel d'offres, telle concession, telle proximité familiale. C'est insuffisant. Le problème est plus profond. Sous Orbán, **la corruption a cessé d'être une pathologie marginale du système pour devenir l'un de ses modes d'organisation, même si elle existe aussi dans les autres pays d'Europe de l'Est, y compris ceux qui n'ont pas emprunter un chemin « orbaniste ».** Elle ne relève pas seulement de l'enrichissement privé ; elle procède d'une allocation politiquement structurée de la rente. Les

⁵⁷ Commission européenne, *Education and Training Monitor 2025 – Hungary*, 2025.

⁵⁸ OCDE, *International Migration Outlook 2025 – Hungary*, novembre 2025 ; Commission européenne, Press Corner, IP/24/6465, 15 décembre 2024.

marchés publics, les concessions, la régulation sectorielle, la publicité publique et l'accès aux actifs dépendent, à des degrés divers, de la proximité avec le pouvoir. La corruption est devenue en Hongrie un mécanisme de gouvernement et, à terme, un coût économique.

Le rapport 2025 de la Commission européenne sur l'État de droit le dit sans détour : **il n'y a eu aucun progrès dans l'établissement d'un bilan solide d'enquêtes, de poursuites et de jugements définitifs dans les affaires de corruption de haut niveau.** Les condamnations y demeurent rares, les procédures longues, et les préoccupations liées au favoritisme et au népotisme persistent. Même l'Autorité pour l'intégrité, créée sous pression européenne, continue de signaler des obstacles dans l'exercice de ses missions ; elle a bien transmis neuf dossiers au parquet en 2024, mais elle demeure dépendante de la coopération d'autres organes de l'État et encore insuffisamment armée pour remettre en cause la logique d'ensemble.⁵⁹ Des institutions ont été créées, mais pas au point de menacer le cœur du système.

Les marchés publics offrent, ici, la meilleure fenêtre d'observation. L'OCDE soulignait encore en 2024 que la part des procédures n'ayant reçu qu'une **seule offre était restée autour de 40 % entre 2019 et 2021, avant de retomber à 33 % en 2022.** La Commission relevait ensuite une amélioration partielle (32 % en 2023, puis 23 % à titre provisoire en 2024) mais en soulignant que la Hongrie n'avait pas atteint ses propres objectifs pour les procédures financées sur ressources nationales et que les inquiétudes relatives au favoritisme demeuraient entières.⁶⁰ Certes, certains indicateurs se redressent à la marge sous l'effet de la pression européenne ; mais la structure du système, elle, reste orientée vers les proches du régime.

Les perceptions du monde économique confirment ce diagnostic. D'après la Commission, **36 % des entreprises hongroises considèrent que**

⁵⁹ Commission européenne, *2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary*, 8 juillet 2025.

⁶⁰ OCDE, *Improving Competitive Practices in Hungary's Public Procurement: Reducing Single-bids and Enhancing Supplier Participation*, octobre 2024 ; Commission européenne, *2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary*, 8 juillet 2025.

la corruption les a empêchées, dans la pratique, de remporter un marché public au cours des trois dernières années (contre 25 % en moyenne dans l'Union).⁶¹ Une telle donnée ne renvoie pas seulement à un climat moral dégradé ; elle signale un défaut de concurrence, donc un défaut d'efficacité. Dans un tel environnement, le capital politiquement connecté est avantagé par rapport au capital simplement compétent. L'accès au marché dépend moins de l'innovation, de la qualité ou du prix que de l'intégration dans le réseau de pouvoir. À cela s'ajoutent les faiblesses persistantes en matière de transparence du financement politique, aggravées par la suppression, en juin 2025, du plafond des dépenses de campagne.⁶²

Les marqueurs internationaux de cette dérive sont désormais sans ambiguïté. **Avec un score de 40 sur 100 à l'indice 2025 de Transparency International, la Hongrie se retrouve à nouveau en queue de classement** dans l'Union, à égalité avec la Bulgarie, et enregistre son plus mauvais résultat historique.⁶³ Sa signification pratique est réelle. Un pays qui prétend incarner la gravité nationale, la restauration de l'autorité et la défense de l'intérêt collectif est désormais perçu, par une partie croissante de ses partenaires et des investisseurs, comme le maillon faible de l'Union en matière d'intégrité publique. Cette perte de crédibilité rejaillit sur tout le reste : les fonds sont plus difficiles à débloquer, l'incertitude augmente, la confiance recule et l'économie elle-même finit par payer le prix d'une corruption devenue systémique.

Orbán a su bâtir un régime puissant, discipliné, capable de mobiliser l'identité, de structurer un électorat fidèle et de durer là où d'autres gouvernements européens se sont disloqués. Mais plus ce régime a duré, plus sa faiblesse profonde est apparue : il n'a pas transformé la concentration du pouvoir en qualité institutionnelle. L'économie est demeurée trop dépendante, les services publics trop fragiles et la corruption trop organique

61 OCDE, *Improving Competitive Practices in Hungary's Public Procurement: Reducing Single-bids and Enhancing Supplier Participation*, octobre 2024 ; Commission européenne, *2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary*, 8 juillet 2025.

62 Commission européenne, *2025 Rule of Law Report – Country Chapter on the Rule of Law Situation in Hungary*, 8 juillet 2025.

63 Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2025* ; Transparency International Hungary, « Hungary remains the most corrupt member state of the EU », 10 février 2026.

au fonctionnement même du système. La Hongrie d'Orbán n'est pas un État failli. Elle est devenue un État politiquement efficace, mais institutionnellement creusé de l'intérieur ; fort dans le commandement, faible dans la prestation ; habile dans la mise en scène de la souveraineté, moins convaincant lorsqu'il s'agit de servir durablement la nation qu'il dit protéger.

2026 : ELECTIONS, PERCEPTION ET HERITAGE

L'ASCENSION DE PETER MAGYAR ET LE PHENOMENE TISZA

Le scrutin du 12 avril 2026 est le premier rendez-vous électoral de l'ère Orbán où l'alternance paraît réellement concevable.

Non pas simplement imaginable, ni seulement souhaitée dans certains milieux urbains ou européens, mais politiquement plausible. Cela tient évidemment à l'usure du pouvoir, au ralentissement d'une économie qui n'offre plus au Fidesz le même matelas de sécurité, et à la fatigue d'un système qui a longtemps confondu stabilité, discipline et immobilisme. Aussi, pour la première fois depuis 2010, l'opposition hongroise dispose d'un adversaire sérieux du régime qui ne parle pas contre le pays tel qu'il est, mais depuis lui. Péter Magyar se pose en héritier d'une droite nationale qu'Orbán aurait dévoyée en appareil de pouvoir.⁶⁴

Peter Magyar ne demande pas aux électeurs de devenir de gauche pour sortir d'Orbán. Il leur dit au contraire qu'il est possible de demeurer hongrois, conservateur, attaché aux frontières, à l'ordre et à la continuité nationale, tout en rejetant la captation de l'État par un clan. La force de Tisza n'est donc pas seulement organisationnelle ; elle est anthropologique. Le parti offre une traduction politique à une lassitude diffuse au sein du centre-droit hongrois.⁶⁵

⁶⁴ OSCE/ODIHR, *Hungary, Parliamentary Elections, 12 April 2026: Interim Report (26 February - 25 March 2026)*, 27 mars 2026 ; Reuters, "What's at stake in Hungary's parliamentary election?", 25 mars 2026.

⁶⁵ OSW Centre for Eastern Studies, Krzysztof Dębiec, "The year of Péter Magyar: great expectations, great challenges", 5 juin 2025 ; Reuters, "Once inspired by Orbán, Hungary's Peter Magyar now leads the charge to unseat him", 25 mars 2026.

De l'initié à l'insurgé

Péter Magyar n'est pas un dissident classique ; c'est un produit du monde qu'il attaque désormais. Il a été longtemps un adorateur d'Orbán , comme toute une génération de Hongrois conservateurs qui avaient vu en Orbán, dans les années 1990, l'homme du redressement national après le communisme et la transition confuse. Sa critique n'est pas celle d'un adversaire extérieur au récit national d'Orbán ; elle se présente comme la protestation d'un homme qui avait cru au projet initial et qui estime que celui-ci a dégénéré.⁶⁶

La rupture prend forme au début de l'année 2024, à la faveur du scandale des grâces présidentielles. L'affaire, qui touche un dossier de dissimulation d'abus sexuels sur mineurs, ouvre une brèche morale inattendue dans un régime qui avait bâti une partie de sa légitimité sur l'ordre, la protection des familles et la dénonciation des élites libérales corrompues. La présidente Katalin Novák tombe, Judit Varga, ancienne ministre de la Justice et ex-épouse de Magyar, sort de la vie politique, et la machine gouvernementale apparaît soudain vulnérable. Magyar saisit le moment non pas en opposant une indignation abstraite à une autre, mais en parlant comme un homme du sérail. Il démissionne de ses fonctions, accuse le système de corruption, puis publie un enregistrement qu'il présente comme une preuve d'interférences politiques dans une affaire sensible. Cela donne visage et voix à une intuition déjà présente dans une partie du pays, à savoir que le cœur du régime n'est plus l'idéologie, mais l'impunité.⁶⁷

Cette dimension d'initié retourné a compté davantage que n'importe quel slogan. La Hongrie a connu des oppositions intellectuellement solides, mais rares furent celles capables de parler de l'intérieur du dispositif. Magyar, lui, sait comment fonctionne la cour, comment elle distribue les faveurs, comment elle teste les fidélités et comment elle intimide ses adversaires. D'emblée, cela lui a donné un avantage, car lorsqu'il accuse, il ne sonne pas

⁶⁶ Reuters, "Once inspired by Orbán, Hungary's Peter Magyar now leads the charge to unseat him", art. cité.

⁶⁷ Reuters, "Hungary investigates Orbán critic Magyar over funding", 19 avril 2024 ; AP, "A youth-led push for change threatens Orbán's 16-year rule in Hungary's elections", 30 mars 2026.

comme un commentateur ; il sonne comme un témoin. Et dans un régime fondé sur la personnalisation du pouvoir, le témoignage venu des marges du cercle compte plus qu'un traité sur l'État de droit.

À cela s'ajoute une intelligence tactique réelle. Très tôt, Magyar a compris que, dans un paysage médiatique profondément asymétrique, la bataille ne pouvait pas être menée selon les voies anciennes. Son premier grand entretien sur Partizán a touché un public massif ; ses vidéos en direct, sa présence continue sur les réseaux, son usage d'un ton direct, nerveux, peu technocratique, ont contourné en partie le verrou des médias alignés sur le Fidesz. Magyar, c'est un mélange de présence numérique, d'anti-corruption et de communication en prise directe avec les frustrations ordinaires. Là encore, le contraste avec l'opposition traditionnelle fut saisissant : Magyar n'apparaissait ni comme un apparatchik, ni comme une figure protestataire marginale, mais comme un homme capable de transformer l'attention en mouvement.⁶⁸

La réaction du pouvoir n'a fait que renforcer cette image. **Dès le printemps 2024, les autorités s'intéressent à ses financements au titre de la nouvelle législation sur la protection de la souveraineté, instrument vivement critiqué par de nombreuses ONG et par des responsables occidentaux qui y voient un outil potentiel de mise au pas de la dissidence.** Plus l'appareil se crispe, plus Magyar gagne en crédibilité comme adversaire véritable. En Hongrie, être visé par les réflexes immunitaires du système est presque une forme d'homologation. On ne mobilise pas l'arsenal d'intimidation contre une simple curiosité médiatique.⁶⁹

⁶⁸ Reuters, "[Hungary's media-savvy newcomer aims to disrupt political status quo](#)", 2 mai 2024.

⁶⁹ Reuters, "Hungary investigates Orban critic Magyar over funding", art. cité ; OSCE/ODIHR, *Hungary, Parliamentary Elections, 12 April 2026: Interim Report*, art. cité.

La consolidation des forces d'opposition

Le parti n'a pas simplement ajouté un acteur à une offre d'opposition déjà foisonnante ; **il a restructuré tout l'espace anti-Orbán**. Pendant plus d'une décennie, les adversaires du Premier ministre ont oscillé entre deux écueils : la fragmentation stérile et l'union artificielle. L'expérience de 2022 l'a montré. L'addition des appareils, des sensibilités et des rancœurs n'a pas produit une majorité politique ; elle a produit une coalition sans colonne vertébrale sociologique. Beaucoup d'électeurs conservateurs hostiles à Orbán ont préféré s'abstenir ou revenir au bercail plutôt que de se ranger derrière un attelage où cohabitaient des forces perçues comme trop urbaines, trop libérales, trop usées ou trop disparates.⁷⁰

Tisza a changé les termes du problème. **Sa percée aux élections européennes de juin 2024, avec près de 30 % des voix et 7 sièges, très belle performance électorale pour un parti n'ayant que quelques semaines.** L'électorat d'opposition a immédiatement compris où se trouvait désormais le pôle de crédibilité.

Dans les semaines qui suivent, l'intégration de Tisza au Parti populaire européen confère au mouvement une double légitimité : nationale, parce qu'il devient le véhicule principal du vote anti-Fidesz ; européenne, parce qu'il cesse d'apparaître comme une aventure improvisée. À partir de là, la question n'est plus de savoir qui peut défier Orbán, mais si quelqu'un d'autre que Magyar peut encore le faire utilement.⁷¹

⁷⁰ Reuters, "What's at stake in Hungary's parliamentary election?", art. cité.

⁷¹ Reuters, "Hungarian opposition party to join European Parliament's centre-right bloc", 18 juin 2024 ; OSW Centre for Eastern Studies, Dębiec, art. cité.

11 seats needed for a majority

Turnout 59.46% (▲ 15.98 pp) ^[1]



Leader	Tamás Deutsch	Péter Magyar
Party	Fidesz-KDNP	TISZA
Alliance	PIE	EPP
Last election	52.56%, 13 seats	Did not exist
Seats won	11	7
Seat change	▼ 2	New party
Popular vote	2,048,211	1,352,699
Percentage	44.82%	29.60%
Swing	▼ 7.74pp	New party

Source : Wikipedia

Les électeurs, les bénévoles, les donateurs, les petits réseaux locaux, mais aussi l'attention médiatique et l'espérance stratégique ont glissé vers Tisza. Les anciennes formations n'ont pas tant fusionné qu'elles ont été vidées de leur substance. **À la veille du scrutin de 2026, la compétition se structure autour d'un duopole : Fidesz d'un côté, Tisza de l'autre.** Les autres ne survivent qu'à la marge, et seul Mi Hazánk semble en mesure de franchir le seuil parlementaire parmi les plus petits partis.⁷²

Une étude du 21 Research Center montre **qu'environ 65 % des électeurs de moins de trente ans soutiennent Tisza, contre 14 % seulement pour Fidesz.** Le parti de Magyar domine dans toutes les classes d'âge en dessous de cinquante ans, quand le camp gouvernemental demeure surtout solide chez les électeurs âgés. Cette césure n'est pas un détail. Elle signifie qu'une cohorte entière de Hongrois, née ou socialisée politiquement sous Orbán, ne considère plus son règne comme le cadre naturel de la vie publique. Là où les générations plus anciennes pouvaient encore voir en lui l'homme de la sortie du chaos post-communiste, les plus jeunes ne voient plus qu'un système fermé, usé, et de moins en moins performant.⁷³

⁷² Reuters, "Hungary election polls show opposition Tisza widening lead over Orbán's Fidesz", 1er avril 2026 ; Reuters, "Hungary's far-right party seen as potential kingmaker in April 12 election", 1er avril 2026.

⁷³ AP, "A youth-led push for change threatens Orbán's 16-year rule in Hungary's elections", art. cité ; Reuters, "Hungary election polls show opposition Tisza widening lead over Orbán's Fidesz", art. cité.

L'une des grandes faiblesses de l'opposition hongroise a longtemps été son incapacité à devenir audible dans les petites villes et les campagnes.

Or, on voit un mouvement désormais présent dans des espaces que le Fidesz considérait comme acquis. Porte-à-porte, tournées locales, multiplication des candidatures enracinées, campagne sur les routes, discours centrés sur les hôpitaux, les transports, les écoles, les salaires, plutôt que sur la seule rhétorique institutionnelle : Tisza a compris que l'élection hongroise ne se gagne pas d'abord dans les cénacles de Budapest (surtout qu'avec le récent gerrymandering, le nombre de sièges gagnables pour une opposition y est plus limité), mais dans la Hongrie périphérique qui a fourni à Orbán son socle le plus durable.⁷⁴

Le Fidesz n'a pas seulement dominé parce qu'il contrôlait mieux l'État ; **il a dominé parce qu'il parlait à une Hongrie qui se sentait ignorée par les élites post-1989.** Magyar emprunte, avec intelligence, certains codes qui avaient fait la force d'Orbán lui-même : les couleurs nationales, la proximité physique, les déplacements incessants, la mise en scène d'une campagne dans le pays réel. Il veut offrir une autre maison à cet électorat conservateur. De ce point de vue, la nouveauté de Tisza n'est pas de proposer une contre-société, mais un contre-récit national.⁷⁵

Pourquoi Magyar est différent : l'anti-Orbán de centre-droit

Péter Magyar n'est pas simplement anti-Orbán ; il est anti-Orbán depuis le centre-droit.

Orbán a longtemps bénéficié d'une asymétrie stratégique très simple avec un nombre d'électeurs qui pouvaient désapprouver la corruption, l'étouffement des institutions, les ambiguïtés vis-à-vis de Moscou ou l'instrumentalisation permanente des conflits culturels, tout en continuant à se sentir plus proches, culturellement et idéologiquement du Fidesz que

⁷⁴ Reuters, "At village pub in Orban's heartland, Hungary's vote plays out over pints", 2 avril 2026 ; AP, "A youth-led push for change threatens Orbán's 16-year rule in Hungary's elections", art. cité.

⁷⁵ Reuters, "At village pub in Orban's heartland, Hungary's vote plays out over pints", art. cité ; Reuters, "Once inspired by Orban, Hungary's Peter Magyar now leads the charge to unseat him", art. cité.

de ses opposants de gauche. Magyar réduit fortement cette asymétrie. Il critique la captation de l'État sans tourner le conservatisme national en objet de mépris. Il parle d'Europe sans parler comme un commissaire. Il défend l'ancrage occidental de la Hongrie sans adopter le ton moralisateur qui, en Europe centrale, déclenche si souvent un réflexe de rejet.⁷⁶

C'est ce que confirme sa ligne programmatique. Le manifeste électoral de s'articule autour de priorités qui parlent à une droite réformatrice (lutte contre la corruption, déblocage des fonds européens, restauration de services publics fonctionnels, investissement dans l'éducation, les transports et la santé, environnement économique plus lisible). Mais, dans le même temps, le parti ne se place pas sur une ligne de rupture culturelle totale avec l'électorat conservateur. Il assume le maintien de la clôture à la frontière sud, refuse les quotas migratoires obligatoires, se montre réservé sur une adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne et exclut toute participation hongroise à la guerre en Ukraine. Tisza ne promet pas une conversion idéologique de la Hongrie, mais une normalisation de sa politique étrangère et de son rapport à l'Union, sans abdication de souveraineté.⁷⁷

Orbán tente de le présenter comme l'homme de Bruxelles, voire comme le vecteur d'une Hongrie plus docile à l'égard des demandes occidentales. Mais la greffe prend mal. D'une part, Magyar vient du même terreau politique que nombre d'électeurs de Fidesz. D'autre part, il ne se laisse pas enfermer dans l'opposition binaire entre souveraineté et alignement. Pour lui, la Hongrie doit rester maîtresse d'elle-même, mais elle n'a aucun intérêt à transformer systématiquement cette autonomie en stratégie d'isolement, de veto ou de connivence avec des puissances révisionnistes. Magyar a situé la Hongrie à l'Ouest, en Europe et dans l'OTAN, tout en récusant la rhétorique d'effacement national. Ce n'est pas le langage

⁷⁶ European Policy Centre, Eric Maurice, [“After Orbán: why Péter Magyar would not be an easy partner for the EU”](#), 13 février 2026 ; European Council on Foreign Relations, Zsuzsanna Végh, [“Tisza’s foreign policy offer: Plans for a post-Orban Hungary”](#), 11 février 2026.

⁷⁷ Reuters, [“Hungary’s opposition Tisza party sets out policy plans ahead of April election”](#), 10 février 2026 ; ECFR, Végh, art. cité ; EPC, Maurice, art. cité.

d'une gauche cosmopolite ; c'est celui d'un conservatisme occidental qui entend reprendre l'État à un système défectueux.⁷⁸

Le mouvement demeure jeune, son appareil reste inégal, et il serait naïf de le présenter comme une machine prête à gouverner sans difficulté. Mais il n'est plus, depuis longtemps, un simple exutoire protestataire. Le recrutement d'Anita Orbán (aucun lien de parenté) pour piloter la réflexion diplomatique et celui de l'ancien dirigeant de Shell István Kapitány pour renforcer la dimension économique signalent la volonté de rassurer les classes moyennes, les milieux d'affaires et les partenaires occidentaux. Un gouvernement Magyar ne serait pas une expérience insurrectionnelle, mais une alternance de type technico-politique, plus sérieuse et plus lisible qu'une coalition improvisée.⁷⁹

Cette montée en puissance n'efface pas les ambiguïtés du personnage. Il ne faut ni le sanctifier, ni le prendre pour un libéral occidental au sens classique du terme. Sur plusieurs sujets comme l'immigration, certaines politiques sociales, la protection de secteurs agricoles, ou la prudence à l'égard de l'élargissement, des continuités existent avec le pouvoir. C'est d'ailleurs une raison de sa force. On ne construit pas une majorité post-orbanienne en Hongrie en demandant au pays de se renier culturellement. Magyar apparaît plutôt comme la tentative la plus sérieuse de produire une droite de succession.⁸⁰

Pour la première fois depuis seize ans, **l'illibéralisme hongrois affronte non pas seulement ses critiques, mais un concurrent crédible capable de parler la langue du pays tout en promettant de desserrer l'étau du régime.**⁸¹

⁷⁸ AP, "[Orbán and challenger Magyar summon rival rallies in show of strength before Hungary's April election](#)", 15 mars 2026 ; AP, "[Exclusive: Orbán challenger Magyar says election is a 'referendum' on Hungary's place in the world](#)", 3 avril 2026.

⁷⁹ Reuters, "[Hungary's opposition taps energy expert to lead foreign policy ahead of vote](#)", 24 janvier 2026.

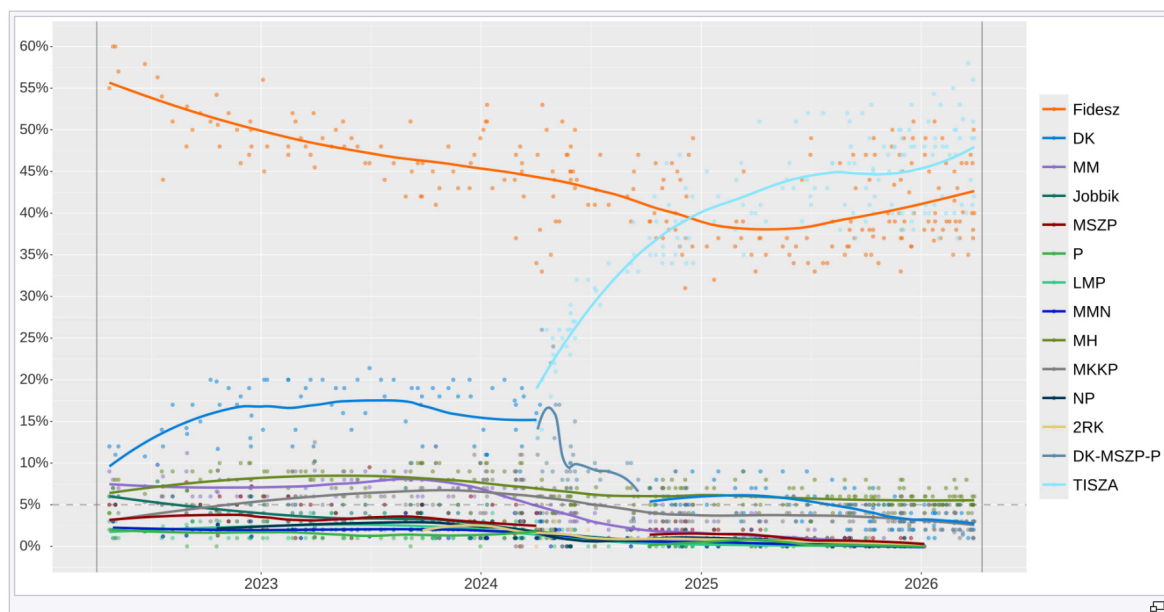
⁸⁰ EPC, Maurice, art. cité ; ECFR, Végh, art. cité ; AP, "[Exclusive: Orbán challenger Magyar says election is a 'referendum' on Hungary's place in the world](#)", art. cité.

⁸¹ AP, "[Exclusive: Orbán challenger Magyar says election is a 'referendum' on Hungary's place in the world](#)", art. cité ; Reuters, "[Once inspired by Orbán, Hungary's Peter Magyar now leads the charge to unseat him](#)", art. cité.

UNE CAMPAGNE ELECTORALE STRUCTUREE AUTOUR CE DUOPOLE

En Hongrie, l'atmosphère politique a changé et Orbán fait face aux élections les plus compliquées depuis son retour. On n'est plus dans le cadre d'un plébiscite administré, mais dans celui d'une campagne où le pouvoir se découvre obligé de défendre son propre bilan au lieu de l'imposer comme horizon indiscutable. On constate un climat extrêmement polarisé, traversé par les questions de corruption, de services publics, d'énergie et d'orientation géopolitique ; la plupart des enquêtes indépendantes placent désormais Tisza en tête.⁸² Cela ne signifie pas qu'Orbán ait perdu la main. Cela signifie quelque chose de plus grave pour lui : **pour la première fois en 16 ans, une part décisive de l'électorat semble considérer que le langage de la protection ne suffit plus à compenser la fatigue du régime.**

⁸² OSCE/ODIHR, *Hungary Parliamentary Elections, 12 April 2026. Interim Report (26 February-25 March 2026)*, 27 mars 2026 ; Reuters, « Hungary's opposition Tisza party widens lead over Orbán's Fidesz, poll says », 25 mars 2026 ; Reuters, « Hungary election polls show opposition Tisza widening lead over Orbán's Fidesz », 1er avril 2026.



2026 election period

Fieldwork date ↕	Polling firm ↕	Affiliation ↕	Sample size ↕	FIDESZ	TISZA PÁRT	dk	MH	Others ↕	[hide] Lead ↕
27–30 Mar 2026	Publicus ↗	Independent/opposition	1,002	40	49	3	6	3	9
28–29 Mar 2026	Alapjogokért Központ ↗	Government	1,000	50	42	2	5	1	8
24–28 Mar 2026	Závecz Research ↗	Independent/opposition	1,000	38	51	3	5	3	13
23–28 Mar 2026	21 Kutatóközpont ↗	Independent/opposition	1,500	37	56	1	5	1	19
26–27 Mar 2026	XXI. Század ↗	Government	1,000	46	41	5	6	2	5
23–26 Mar 2026	Republikon ↗	Independent/opposition	1,000	40	49	2	5	4	9
23–24 Mar 2026	Nézőpont ↗	Government	1,000	46	40	3	8	3	6
17–20 Mar 2026	Medián ↗	Independent/opposition	1,000	35	58	1	4	2	23
16–17 Mar 2026	Nézőpont ↗	Government	1,000	46	40	3	8	3	6
10–11 Mar 2026	Minerva ↗	Independent/opposition	1,000	40.1	51.3	1.4	5.5	1.7	11.2
7–9 Mar 2026	XXI. Század ↗	Government	1,200	46	41	4	6	3	5
2–6 Mar 2026	21 Kutatóközpont ↗	Independent/opposition	1,200	39	53	2	5	1	14
28 Feb–6 Mar 2026	IDEA ↗	Independent/opposition	1,500	37	49	5	6	2	12
25 Feb–2 Mar 2026	McLaughlin & Associates ↗	Government	1,000	43	37	5	5	3	6
22–28 Feb 2026	Závecz Research ↗	Independent/opposition	1,000	38	50	3	7	2	12
24–27 Feb 2026	Publicus ↗	Independent/opposition	1,001	39	47	4	6	4	8
23–25 Feb 2026	Nézőpont ↗	Government	1,000	45	40	3	8	4	5
20–25 Feb 2026	Minerva ↗	Independent/opposition	1,200	41.5	50.0	2.8	4.1	1.7	8.5
18–23 Feb 2026	Medián ↗	Independent/opposition	1,000	35	55	2	6	2	20
20 Feb 2026	Hungarian Socialist Party (MSZP) announces it will not run in the next election. ^[28]								
12–17 Feb 2026	Republikon ↗	Independent/opposition	1,000	39	47	3	6	5	8
9–12 Feb 2026	Publicus ↗	Independent/opposition	1,000	39	48	5	5	4	9
9–11 Feb 2026	Nézőpont ↗	Government	1,000	46	40	4	7	3	6
2–10 Feb 2026	Iránytű Institute ↗	Independent/opposition	1,000	37	50	2	6	5	13

Source : Wikipedia

La réponse d'Orbán face à Magyar a consisté à déplacer délibérément la campagne hors du terrain du bilan pour la ramener sur celui de l'angoisse existentielle. Pour lui, l'élection ne serait ni un choix entre croissance et stagnation, ni un arbitrage entre corruption et redressement, mais une alternative entre la paix et la guerre. Depuis février, des lettres adressées aux

ménages, des pétitions, des panneaux d'affichage, la démultiplication par les médias publics, le tout convergeant vers une même idée, à savoir que la Hongrie risquerait d'être entraînée dans la guerre d'Ukraine par Bruxelles, par Kiev et par une opposition réputée docile.⁸³ Les affiches mettant en scène Ursula von der Leyen, Volodymyr Zelensky ou Manfred Weber résument cette stratégie : externaliser la menace, nationaliser la peur, puis se présenter comme l'unique rempart. Orbán ne se contente pas de gouverner par le conflit ; il gouverne par la dramatisation d'un monde dans lequel seul l'homme fort national saurait retenir le pays au bord du précipice.

La Hongrie partage une frontière avec l'Ukraine et elle demeure sensible à la question énergétique ; elle abrite une opinion plus sceptique que la moyenne européenne à l'égard des demandes ukrainiennes. Orbán procède, comme souvent, à partir d'une inquiétude réelle qu'il grossit jusqu'à en faire le principe explicatif de tout le reste. Mais c'est précisément là que la campagne de 2026 révèle ses limites. Péter Magyar s'est gardé de lui offrir la caricature qu'il espérait. Et Tisza refuse l'adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne, plaidant pour un référendum sur la question et cherchant à recentrer le débat sur la corruption, la relance et la restauration d'un État fonctionnel.⁸⁴ Magyar présente l'élection comme un choix sur la place de la Hongrie dans le monde, tout en maintenant des positions conservatrices sur les frontières, les subventions aux ménages et certaines politiques de protection.

On a un environnement marqué par les attaques personnalisées, les messages de peur et une séparation toujours imparfaite entre communication gouvernementale et campagne partisane (avec des médias pro-gouvernementaux toujours très présents et à la botte d'Orbán, notamment au niveau local). **Plus préoccupant encore, la Cour constitutionnelle a annulé le 13 mars une décision qui imposait aux**

⁸³ Reuters, « Orbán scales up “war or peace” campaign as Hungary heads to pivotal vote », 13 février 2026.

⁸⁴ Reuters, « Orbán scales up “war or peace” campaign as Hungary heads to pivotal vote », 13 février 2026 ; Associated Press, « Exclusive: Orbán challenger Magyar says election is a “referendum” on Hungary’s place in the world », 4 avril 2026.

médias publics en ligne une couverture plus équilibrée des compétiteurs électoraux.⁸⁵

La guerre des mots a pris, à mesure que le scrutin approchait, une tonalité presque paranoïaque. À partir de la seconde quinzaine de mars, les registres de l'espionnage, de l'ingérence et de la trahison se sont imposés au cœur du débat. Orbán a ordonné une enquête sur l'éventuelle mise sur écoute du ministre des Affaires étrangères Péter Szijjártó, après des révélations selon lesquelles celui-ci aurait informé Moscou, en temps réel, de certaines discussions tenues au sein de l'Union européenne. Trois jours plus tard, les autorités ouvraient une enquête contre le journaliste Szabolcs Panyi, accusé d'espionnage au profit de l'Ukraine, accusation qu'il a catégoriquement rejetée. Le 31 mars enfin, une bande sonore divulguée semblait montrer Szijjártó en conversation avec Sergueï Lavrov au sujet des sanctions européennes.⁸⁶ **Le régime acculé tente de transformer l'élection en affrontement entre patriotes et agents de l'étranger.** C'est une vieille méthode orbanienne. Mais son inflation actuelle dit assez qu'Orbán n'est plus sûr de pouvoir gagner en parlant simplement de son bilan.

Or c'est bien sur le terrain du jugement porté sur le système que les choses semblent se dégrader pour lui. Interrogés sur le principal problème du pays, **les Hongrois citent d'abord la politique et le gouvernement, à 28 %, devant l'économie, à 23 %, et la sécurité, à 12 %. (source Gallup).** Dans l'esprit des électeurs, la question dominante n'est plus seulement distributive (inflation, revenus, prix), mais institutionnelle et morale : comment le pays est-il gouverné, dans l'intérêt de qui, et selon quelles règles ? **Gallup relève en outre que 57 % des adultes ne font pas confiance à l'honnêteté des élections en Hongrie.**⁸⁷

La légitimité procédurale elle-même s'est érodée. Or tout le système orbánien reposait, au fond, sur une double promesse : ordre politique d'un

⁸⁵ OSCE/ODIHR, *Hungary Parliamentary Elections, 12 April 2026. Interim Report (26 February-25 March 2026)*, 27 mars 2026.

⁸⁶ Reuters, « Hungary's Orban orders probe into alleged wiretapping of minister over Russia links », 23 mars 2026 ; Reuters, « Hungary government accuses journalist of spying for Ukraine », 26 mars 2026 ; Reuters, « Hungary foreign minister discussed EU sanctions with Russia in leaked audio », 31 mars 2026.

⁸⁷ Gallup, « Politics Is Hungary's Top Problem as Election Nears », 2 avril 2026.

côté, validation populaire régulière de l'autre. Quand la seconde devient suspecte, la première cesse d'apparaître comme pleinement souveraine.

À cette crise de confiance s'ajoute un malaise social plus profond que ne le suggère la communication officielle. **Publicus montre que 63 % des électeurs estiment que la Hongrie va dans la mauvaise direction ; chez les retraités, pourtant cible privilégiée des politiques de transferts du Fidesz, cette proportion montait à 71 %.**

Gallup ajoute une pièce importante au tableau en montrant l'effondrement du sentiment de sécurité résidentielle : **seuls 27 % des Hongrois se déclaraient satisfaits de l'accès à un logement bon marché et de qualité, et à Budapest à peine 16 %.**⁸⁸ L'un des grands succès d'Orbán avait été de convaincre une large fraction de la société que, malgré les brutalités du système, la Hongrie restait un pays qui avançait. Ce ressort paraît aujourd'hui affaibli. Les Hongrois ne voient pas nécessairement un avenir radieux en face d'eux, et ils n'ont pas peur de l'exprimer.

Pour autant, il serait trompeur de parler d'un basculement uniforme du pays contre Orbán. Les données de perception font apparaître non pas une Hongrie unifiée dans le rejet, mais deux Hongries qui ne décrivent plus la même réalité. Gallup montre que **88 % des électeurs Fidesz considèrent que les médias hongrois jouissent d'une grande liberté, contre seulement 17 % des électeurs Tisza ; de même, 84 % des premiers jugent les élections honnêtes, contre 12 % des seconds.**⁸⁹ Les électeurs Fidesz se montrent aussi sensiblement plus favorables à Moscou et plus confiants dans la situation économique locale. On touche là à quelque chose de plus profond qu'une divergence idéologique classique. Les deux camps ne voient pas seulement des intérêts différents, ils ne vivent plus dans le même régime de croyance. Orbán conserve précisément sa force dans cet espace. Sa base ne le soutient pas seulement parce qu'elle approuve ses politiques ; elle l'habite comme

⁸⁸ Reuters, « Hungary's Tisza party leads pre-election poll, far-right party on course for parliament », 3 février 2026 ; Gallup, « Politics Is Hungary's Top Problem as Election Nears », 2 avril 2026.

⁸⁹ Gallup, « Politics Is Hungary's Top Problem as Election Nears », 2 avril 2026.

un récit de protection, de continuité et de dignité nationale. Cette fidélité-là résiste bien davantage qu'un simple vote d'humeur.

La dimension géopolitique, souvent brandie de manière théâtrale par les deux camps, est d'ailleurs plus nuancée dans l'opinion qu'on ne le croit. Gallup relève que **les Hongrois continuent d'approuver davantage le leadership de l'Union européenne que celui de la Russie (42 % contre 29 %), même si l'écart s'est réduit** ; l'approbation du leadership ukrainien, en revanche, demeure faible, à 20 %.⁹⁰ Orbán a incontestablement réussi à banaliser un discours bien plus accommodant à l'égard de Moscou que dans le reste de l'Union, et à faire de l'Ukraine un objet de forte réserve dans l'opinion. Mais il n'a pas converti la Hongrie en société franchement pro-russe. La matrice civilisationnelle demeure européenne. C'est pourquoi un Magyar, qui ne demande pas aux électeurs de devenir sentimentalement bruxellois, seulement de rester durablement ancrés à l'Ouest tout en restaurant un État plus efficace, est dans une posture habile. En un sens, l'élection porte moins sur l'affrontement entre europhiles et souverainistes que sur une question plus profonde : la souveraineté hongroise est-elle mieux servie par une stratégie d'obstruction permanente ou par une réintégration pragmatique dans le camp occidental ?

Les sondages, depuis 2 mois, indiquent une détérioration continue de la position de Fidesz dans les instituts indépendants au profit de Tisza. Mais, il serait naïf de lire ces chiffres comme une simple prévision de victoire. D'abord parce que le Fidesz continue de mettre en avant des sondages plus favorables issus d'instituts réputés proches du pouvoir. Ensuite, et surtout, parce que le système électoral hongrois ne convertit pas mécaniquement l'avance nationale en majorité parlementaire. **Les 199 sièges sont répartis entre 106 circonscriptions uninominales et 93 sièges attribués à la proportionnelle nationale.** Et plus d'un tiers des limites de circonscriptions ont été redessinées en décembre 2024, au grand bénéfice présumé du camp sortant. À cela s'ajoutent près d'un demi-million d'électeurs inscrits par voie

⁹⁰ Gallup, « Politics Is Hungary's Top Problem as Election Nears », 2 avril 2026 ; Reuters, « Hungary is at a crossroads between Europe and "dictators", opposition leader says », 26 février 2026.

postale, principalement des citoyens hongrois vivant dans les pays voisins, qui ne votent que pour la liste nationale. Le CSIS estime, dans ce contexte, que **Tisza doit probablement devancer Fidesz de 3 à 5 points au niveau national pour espérer obtenir une majorité de sièges.**⁹¹ C'est pourquoi l'avance dans les enquêtes, même nette, ne dissipe pas l'incertitude.

La participation pourrait jouer un rôle décisif. Median avançait même **89 % d'intentions déclarées de participation, très au-dessus du niveau observé en 2022.**⁹² Il faut toujours manier ce type de projection avec prudence. Mais si la participation devait atteindre un niveau exceptionnel, cela signifierait une chose simple : l'anti-orbánisme est sorti du cercle urbain militant pour devenir une énergie électorale de masse. C'est l'un des enjeux majeurs des tournées rurales de Magyar, qui cherche moins à convertir tous les villages qu'à briser le monopole de présence du pouvoir. Un gouvernement sûr de sa force sociologique n'a pas besoin de répéter chaque semaine qu'une défaite ouvrirait la voie à la guerre. S'il le fait, c'est qu'il pressent que le ressort de la peur n'agit plus avec la même intensité.

Au total, la campagne de 2026 montre des Hongrois plus critiques à l'égard du bilan d'Orbán qu'à n'importe quel moment depuis 2010, mais non un pays uniformément passé à l'opposition. Le jugement sur le régime s'est incontestablement durci : la corruption, la stagnation, la dégradation des services publics et la fatigue institutionnelle tendent de plus en plus à se rejoindre dans une même évaluation politique. En même temps, le noyau social d'Orbán demeure solide : électorat plus âgé, plus rural, plus méfiant à l'égard de Bruxelles et plus sensible à l'argument de la protection nationale.

Pendant 16 ans, Orbán a su imposer les termes du débat et faire de sa personne l'instrument presque naturel de la souveraineté hongroise. Or une part croissante du pays semble désormais le voir autrement : non plus comme le gardien providentiel de la nation, mais comme le gestionnaire

⁹¹ OSCE/ODIHR, *Hungary Parliamentary Elections, 12 April 2026. Interim Report (26 February-25 March 2026)*, 27 mars 2026 ; Donatienne Ruy et Maria Snegovaya, « What Is at Stake in Hungary's Election? », CSIS, 11 mars 2026.

⁹² Reuters, « Hungary's opposition Tisza party widens lead over Orbán's Fidesz, poll says », 25 mars 2026 ; Reuters, « What's at stake in Hungary's parliamentary election? », dossier Reuters, mis à jour fin mars 2026.

fatigué d'un système qui parle comme une forteresse civilisationnelle et fonctionne, de plus en plus visiblement, comme une machine de rente.

APRES LE 12 AVRIL : SCENARIOS, HERITAGES ET CE QUI PERDURE.

Au 13 avril, **il ne sera donc pas seulement question de savoir qui est arrivé en tête, mais quelle part du pouvoir réel appartiendra au vainqueur.** La Hongrie entre dans une épreuve de vérité pour un système pensé pour survivre à une défaite électorale. C'est pourquoi, le 12 avril peut changer le gouvernement sans nécessairement changer le régime.

Comme vu précédemment, le mécanisme électoral n'est pas neutre : les révisions successives du droit électoral, les effets de compensation, le poids déterminant de la carte des circonscriptions et l'avantage structurel du pouvoir en place dans l'espace informationnel rendent la conversion des voix en sièges profondément asymétrique. Ainsi, une avance dans les sondages et dans les urnes ne vaut pas encore majorité de gouvernement.

Le premier scénario est celui qui, il y a encore un an, paraissait improbable : **une victoire de Péter Magyar et de Tisza.** Les dernières enquêtes indépendantes ont donné à Tisza une avance à deux chiffres parmi les électeurs décidés, tandis que la progression du parti chez les moins de trente ans est devenue l'un des faits politiques de la campagne. Mais même un avantage net dans le vote populaire ne garantirait pas une victoire écrasante en sièges. La géographie électorale, l'effet rural, le poids des indécis, les modalités du vote postal et la structure mixte du scrutin peuvent transformer une avance politique réelle en majorité parlementaire étroite. Le scénario le plus plausible d'une victoire de l'opposition n'est donc pas celui d'une vague irrésistible, mais celui d'une percée suffisante pour gouverner, sans disposer pour autant de tous les instruments du pouvoir et de la majorité des 2/3.

Si cette hypothèse se réalise, **son premier effet sera psychologique/symbolique avant d'être administratif**. Une victoire de Magyar détruirait le cœur symbolique d'Orbánisme : non pas seulement l'idée que le Fidesz gouverne, mais l'idée plus profonde que le Fidesz est devenu le propriétaire naturel de l'État hongrois. Ce mythe de l'inévitabilité a discipliné les clientèles, démoralisé les oppositions et convaincu une partie de l'appareil que l'adaptation au système était plus rationnelle que la résistance. En ce sens, une victoire de Tisza aurait une portée qui dépasserait la Hongrie. Elle signifierait qu'un ordre illibéral enraciné peut être contesté non depuis la gauche morale, mais depuis un centre droit national, conservateur sur plusieurs sujets, mais décidé à rompre avec la corruption, l'isolement diplomatique et la dérive orientale du pays. C'est ce qui rend Magyar politiquement différent : il ne promet pas le retour à la Hongrie d'avant 2010 ; il prétend rouvrir la possibilité d'une normalité conservatrice après seize années de déformation illibérale.

L'Etat constitutionnel façonné par Orbán ne se défait pas à la majorité simple et donc la victoire simple de Tisza ne signifiera pas la fin de l'Orbánisme. La Constitution, comme un grand nombre de lois cardinales, impose des majorités qualifiées. Une majorité Tisza pourrait remplacer des ministres, modifier le ton du pouvoir, rouvrir le dialogue avec Bruxelles et engager des audits ; elle ne pourrait pas, du jour au lendemain, refonder l'ordre constitutionnel, corriger entièrement le biais électoral ni désenchevêtrer la couche juridique déposée par seize ans de fideszisation.

La dimension européenne irait dans le même sens. Une victoire de Magyar serait accueillie à Bruxelles avec un soulagement évident. Depuis des mois, la lassitude des partenaires européens face aux vétos hongrois s'est transformée en exaspération stratégique. Pourtant, ce soulagement n'équivaudrait pas à une normalisation instantanée. Le contentieux financier entre la Hongrie et l'Union n'est pas une pure querelle d'humeur : il tient à des procédures, à des conditionnalités et à des litiges juridiques

précis. En février 2026, l'avocate générale de la Cour de justice a même estimé que la Commission avait eu tort de considérer trop vite comme satisfaites certaines garanties liées à l'indépendance judiciaire, ce qui signifie qu'une alternance à Budapest améliorerait immédiatement le climat politique sans faire disparaître, comme par magie, les conditions juridiques de déblocage des fonds. Le scénario le plus réaliste serait donc celui d'un dégel progressif, non celui d'un sauvetage instantané.

Cette observation permet de corriger à la fois les rêveries anti-Orbán et le fatalisme fideszien. Une victoire de Magyar compterait énormément, mais elle ne déboucherait pas sur un grand soir institutionnel. Sa première phase de gouvernement serait nécessairement prudente, ciblée, presque chirurgicale : rétablir la crédibilité internationale du pays, rouvrir des canaux avec la Commission, remettre un minimum de transparence dans la commande publique, desserrer l'étau sur les collectivités locales, redonner une autonomie relative à certaines administrations et commencer le travail, politiquement explosif, de cartographie des rentes. Si rupture il y a, elle sera conservatrice, occidentale et institutionnellement réparatrice, non pas idéologiquement inversée.

Le second scénario majeur est celui **d'une victoire d'Orbán, mais d'une victoire étroite**. Ce cas de figure serait lui aussi mal compris s'il était interprété comme une nouvelle démonstration de force. Une victoire courte en 2026 ne ressemblerait en rien aux mandats de confiance de 2014, 2018 ou même 2022. Elle signifierait au contraire que le régime conserve encore assez d'avantages structurels pour convertir une base sociale rétrécie en majorité parlementaire. En d'autres termes, Orbán resterait au pouvoir, mais son système entrerait dans une phase plus défensive que triomphante. Il continuerait d'occuper l'État sans pouvoir dissimuler que le consentement social s'est érodé, que la lassitude s'est installée et que l'opposition dispose, pour la première fois depuis longtemps, d'un véhicule politique crédible dans l'espace national-conservateur.

Sur le plan intérieur, cette survie étriquée du régime aurait toutes les chances de durcir le pouvoir au lieu de l'assagir. Lorsqu'un régime dispose d'une large base, il peut se permettre certaines souplesses. Lorsqu'il se sent contesté, il compense par l'intensité narrative. Toute la campagne de 2026 l'a montré : guerre et paix, Ukraine, Bruxelles, souveraineté, influence étrangère, sécurité énergétique, menace d'une Hongrie entraînée malgré elle dans des logiques extérieures. On a vu une brutalisation rhétorique de la campagne. Dans un tel cadre, un Orbán réélu de justesse n'aurait aucune raison de renoncer à la polarisation permanente ; au contraire, il aurait intérêt à empêcher qu'une opposition de centre droit se normalise comme alternative patriotique légitime. La conséquence serait moins une réconciliation qu'une prolongation de l'état de mobilisation idéologique quasi continu.

À l'extérieur, une victoire serrée d'Orbán prolongerait le schéma que l'on connaît déjà : appartenance formelle au camp occidental, mais participation transactionnelle, conflictuelle et souvent obstructionniste à ses choix stratégiques. Plusieurs capitales européennes espèrent ouvertement qu'un changement à Budapest mettrait fin à la politique de blocage menée sur l'Ukraine et sur d'autres dossiers clefs. Si Orbán reste, nombre d'entre elles chercheront plus systématiquement des voies de contournement. Cela ne signifierait pas l'isolement total de la Hongrie ; cela signifierait une dégradation supplémentaire de son crédit politique. Un État que l'on ne tente plus vraiment de convaincre, mais que l'on s'efforce surtout de neutraliser, reste membre du club ; il cesse peu à peu d'en être un acteur central.

Un troisième scénario, serait une **victoire retentissante de Tisza, ce qui lui donnerait la capacité de défaire ce qu'Orbán avait pu faire**. Au vu du travail fait durant 16 ans par Orbán, qui a su verrouiller le pays et qui bénéficie clairement du mode de scrutin, cette option pourrait être complexe à se réaliser. Au vu du mode de scrutin, et du besoin pour Magyar d'obtenir une majorité qualifiée, et donc de surperformer, c'est l'option la plus compliquée. Au vu des sondages, et en imaginant une forte vague Tisza,

cela serait possible, mais l'addition de « si » rend cette option hasardeuse. Néanmoins, elle est à garder à l'esprit et permettrait à Magyar de mettre fin à l'ère Fidesz et Orbán...

Reste alors la question de l'héritage, la seule qui importe vraiment à long terme. Quel que soit le résultat du 12 avril, les années Orbán dureront parce qu'elles ont agi à trois niveaux : institutionnel, sociologique et géopolitique. Institutionnellement, l'enseignement hongrois est désormais limpide pour toute l'Europe : on peut vider une démocratie libérale de sa substance sans suspendre les élections, sans abolir les juridictions et sans proclamer une rupture révolutionnaire. Il suffit de subordonner les contre-pouvoirs, de politiser les nominations, de transformer le droit en instrument d'asymétrie durable et d'installer une inégalité structurelle derrière la façade de la compétition électorale. Ce n'est pas un hasard si *Freedom House* continue de classer la Hongrie comme « Partly Free », si V-Dem l'inscrit parmi les trajectoires autocratiques les plus significatives de l'espace euro-atlantique, et si Carnegie parle désormais de démocratie « cassée » que l'issue du scrutin ne réparera pas d'un coup.

Orbán a déplacé le centre de gravité du centre droit hongrois. Même son adversaire le plus sérieux ne se présente pas comme le porte-parole d'un retour à une Hongrie post-nationale et culturellement progressiste. Il se situe sur le terrain du patriotisme, de la souveraineté, du contrôle des frontières, de la protection des ménages et de la respectabilité occidentale. Autrement dit, **Orbán peut perdre le pouvoir sans perdre complètement la victoire culturelle.** Une Hongrie gouvernée demain par Tisza serait vraisemblablement plus occidentale, plus institutionnellement décente et moins corruptrice que celle d'aujourd'hui ; elle ne redeviendrait pas pour autant la Hongrie libérale du tournant des années 2000. En politique, l'héritage le plus durable n'est pas toujours l'homme ; c'est parfois la grammaire qu'il impose à ses adversaires eux-mêmes.

Le système Orbán a aussi organisé une forme de capitalisme administré, où marchés publics, réglementation, proximité politique et redistribution

sélective se sont mutuellement renforcés. Une alternance ne dissoudra pas en une saison les réseaux de propriété, de dette, d'accès au crédit et d'intermédiation politique. Là encore, **Orbánisme peut perdre une bataille électorale tout en survivant comme économie politique.**

La politique étrangère, enfin, survivra au scrutin sous une forme au moins partielle parce qu'elle a laissé des engagements matériels. Même un gouvernement Magyar ne pourrait transformer du jour au lendemain la Hongrie en copie de la Pologne ou des États baltes. Les flux gaziers russes via TurkStream, devenus la route principale après la fin du transit ukrainien, le dossier nucléaire de Paks II, les investissements chinois massifs dans les batteries et l'automobile électrique : tout cela ne relève pas du simple verbe orbanien. Ce sont des choix d'infrastructure, d'énergie et d'industrialisation déjà encastrés dans la réalité hongroise. Une alternance pourrait modifier le ton diplomatique, les votes à Bruxelles, la relation avec Kiev, la crédibilité dans l'OTAN, elle n'effacerait pas d'un coup les dépendances matérielles produites par l'ouverture à l'Est.

Une victoire de Magyar serait un événement historique, mais elle ouvrirait un chantier de reconstruction plus qu'elle ne livrerait une refondation immédiate. Une victoire étroite d'Orbán préserverait l'occupant du pouvoir, mais non plus le sentiment d'invincibilité qui a longtemps entouré son régime. Dans les deux cas, la donnée décisive reste la même : l'héritage majeur d'Orbán est restera vivant.

CONCLUSION

La Hongrie de Viktor Orbán n'est ni le monstre que décrivent ses adversaires les plus véhéments, ni le modèle que célèbrent ses admirateurs les plus fervents. Elle est quelque chose de plus intéressant et, à bien des égards, de plus inquiétant, un laboratoire grandeur nature de ce que devient une démocratie lorsqu'un pouvoir intelligent, patient et méthodique décide de la vider de sa substance sans jamais en briser la forme.

Orbán a compris, avant beaucoup d'autres dirigeants, que les sociétés post-industrielles ne demandent pas seulement de la croissance ou de la liberté. Elles demandent de l'ordre, de la reconnaissance et un récit. Il a su parler à la Hongrie blessée du post-communisme, à la Hongrie humiliée de 2008, à la Hongrie inquiète de l'immigration et de la dilution nationale. Il a construit un régime capable de distribuer des ressources à ses clientèles, de récompenser la famille et le travail, et d'offrir à son peuple le sentiment rare de peser dans le monde.

Mais seize années de pouvoir ont aussi révélé le prix de cette méthode. L'économie est restée trop étroite, trop dépendante et trop peu productive pour tenir les promesses du discours souverainiste. Les services publics se sont dégradés (à l'hôpital, à l'école, dans les territoires que le régime prétendait protéger). La corruption est devenue un mode de gouvernement. Et le capital intellectuel du pays s'est lentement externalisé, au profit de voisins qui accueillent les médecins, les chercheurs et les enseignants que la Hongrie ne parvient plus à retenir. Orbán a bâti un État politiquement efficace, mais institutionnellement creusé. Fort dans le commandement, fragile dans la prestation. Habile dans la mise en scène de la souveraineté, moins convaincant lorsqu'il s'agit de servir durablement la nation qu'il dit défendre.

L'élection du 12 avril 2026 est le premier test réel de ce système. Non pas parce que des élections n'ont pas eu lieu avant, mais parce que, pour la première fois depuis 2010, l'alternance est devenue concevable dans les faits

et non plus seulement dans les vœux. Péter Magyar et Tisza ont réussi à contester Orbán depuis le même terrain que lui (la droite, la nation, la souveraineté, la dignité) tout en promettant d'en finir avec la captation de l'État par un clan. On ne demande pas aux Hongrois de changer de camp ; on leur propose de changer de régime en restant eux-mêmes.

Quel que soit le résultat du scrutin, une chose est d'ores et déjà acquise : l'orbánisme a perdu son aura d'invincibilité. L'homme qui avait fait de la certitude électorale le fondement de son système affronte désormais l'incertitude. Mais il ne faut pas aller trop vite en besogne. Même battu, Orbán laisserait un héritage constitutionnel, économique et sociologique que son successeur ne pourrait défaire ni en un mandat, ni peut-être en deux. Les lois cardinales, les fondations universitaires, les réseaux de propriété, les dépendances énergétiques, les investissements chinois, la relation avec Moscou... tout cela survivrait au changement de gouvernement. Et même vaincu, l'orbánisme ne disparaîtrait pas comme méthode politique, en Hongrie comme à l'étranger, de Bratislava à Washington, de Belgrade à Rome.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire,

Crédit photo : [Viktor Orbán on the Hungarian Presidency](#), de European Parliament, via Flickr, sous licence CC BY-NC-ND 2.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*